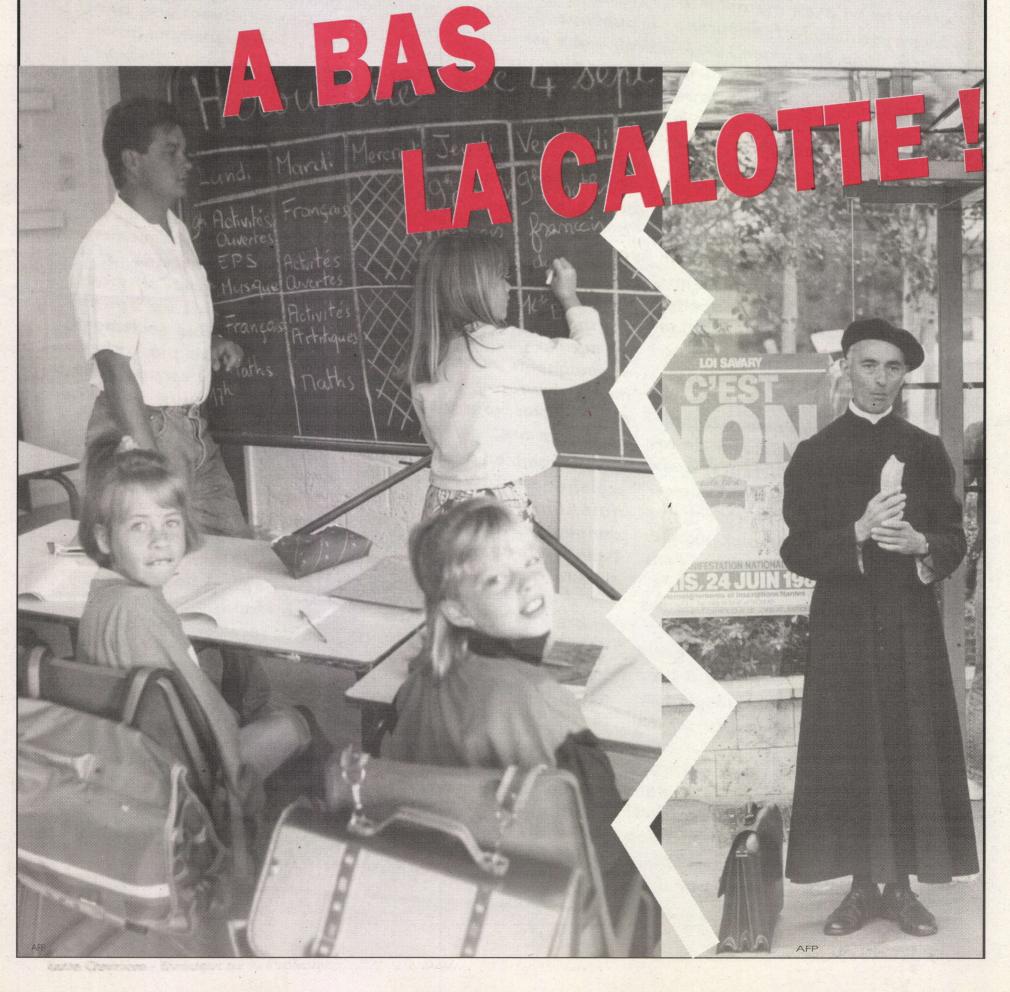


## 

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1328 - 17 décembre 1993 - prix : 9 F

Puisque le gouvernement rallume la guerre scolaire



### L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

## PUISQUE LE GOUVERNEMENT RALLUME LA GUERRE SCOLAIRE,

## À BAS LA CALOTTE!

En signant les accords du GATT, le gouvernement craint fort d'avoir mécontenté la paysannerie française. Aussi, peut-être pour se réconcilier avec son électorat traditionnel, vient-il de faire un geste vers la droite, sur le dos des contribuables et de l'ensemble de la population.

En effet, en décidant de faire financer par les collectivités locales, c'est-à-dire les départements et les régions, dont les fonds proviennent des impôts locaux, de la vignette, etc., l'entretien, la rénovation et pourquoi pas la construction de locaux pour l'enseignement privé, principalement l'enseignement catholique, il vient d'essayer de regagner des électeurs, à six mois d'une consultation électorale, dans l'électorat des campagnes, ou plus exactement dans la province, dans cette France dite "profonde" où il récolte la majorité de ses bulletins de vote.

En tout cas, voilà un geste de plus qui s'ajoute à bien d'autres et dont le résultat sera la dégradation du service public scolaire.

En effet, l'argent qui ira à l'enseignement privé, à l'enseignement confessionnel (surtout catholique, un peu protestant et israélite, et pourquoi pas islamique car il n'y

aurait pas de raison), c'est autant d'argent qui n'ira pas à l'Education nationale, à l'Ecole publique, à l'Ecole qui n'a le droit – et c'est justice – de ne refuser aucun enfant, quelles que soient sa religion, sa couleur, son origine ou sa fortune. Ce qui n'est vraiment pas le cas de l'enseignement privé, où la sélection existe, même si elle n'ose pas dire son nom et même si les critères varient d'un établissement à l'autre.

On donne comme prétexte un rapport du doyen Vedel, qui aurait signalé que nombre de bâtiments où l'enseignement privé reçoit des enfants sont vétustes, voire insalubres ou dangereux.

Mais combien de bâtiments scolaires de l'Education nationale sont anciens ou même dangereux, comme les lycées Pailleron tueurs d'enfants, de sinistre mémoire, dont nombre d'exemplaires existent encore?

L'enseignement privé représenterait actuellement 17 % des enfants scolarisés et bientôt peut-être ils bénéficieront de plus d'argent que tous les autres réunis.

En effet, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'enseignement laïc a été mis à mal. Déjà en 1951 (la loi Barangé), le MRP, qui était alors le parti catho-

lique de droite de la période, avait imposé au Parti Socialiste avec lequel il partageait le gouvernement, d'accorder les mêmes subventions, par élève, à l'enseignement privé qu'à l'enseignement laïc. Le seul avantage de l'enseignement laïc, de l'Education nationale, était que ses bâtiments étaient construits par l'Etat.

Et aujourd'hui, c'est cela qui vient d'être changé. Il était déjà inique que l'enseignement privé soit subventionné car il était déjà payant et, pour l'enseignement de bonne qualité, accessible seulement aux familles des plus riches.

Aujourd'hui, c'est une petite ignominie de plus. Cela va dans le sens de la privatisation des services publics, bien qu'il s'agisse de faire fonctionner l'enseignement privé avec l'argent public.

En fait, c'est une façon de subventionner l'enseignement de la religion et de payer sur les fonds d'Etat les prêtres qui se reconvertiront en enseignants, et les édifices religieux qui abriteront des élèves, ne serait-ce qu'une partie du temps.

Alors s'il est un cri que l'on n'entend plus depuis longtemps, mais qui va peut-être bien revenir d'actualité dans les manifestations, c'est bien : "A bas la calotte!".

#### Socia

## Sécurité sociale



## LES PATRONS ET LA CRISE CREUSENT LE TROU

Selon le dernier bilan rendu public, le déficit dans les caisses de la Sécurité sociale ne cesse de s'aggraver et atteindrait aujoud'hui 57,2 milliards de francs. Et cela, en dépit des récentes mesures comme l'augmentation de la CSG (qui rapportera 18 milliards de recettes supplémentaires à l'Etat), la baisse des remboursements et la réforme du régime des retraites.

Car l'Etat a beau puiser toujours plus dans les poches des salariés et des retraités, la détérioration de l'emploi et le manque à gagner qui en résulte pour les régimes sociaux s'accélèrent encore plus vite. Or 100 000 chômeurs de plus représentent une perte de 3 à 6 milliards pour les seules caisse d'assurance maladie et caisse des retraites; et cette année, ce sont plus de 320 000 emplois qui ont été supprimés. Et à tout cela s'ajoute la baisse réelle des salaires, qui servent de base au calcul des cotisations.

Autres raisons du déficit, les multiples allégements de charges pour lesquels le gouvernement se montre très généreux vis-à-vis du patronat. De l'aveu même du rapporteur général du budget, Philippe Auberger, la récente décision d'alléger les coti-

sations sociales sur les bas salaires représentera un cadeau de l'ordre de 40 milliards pour le patronat... et autant de plus pour le "trou" de la Sécurité sociale.

Alors, en dépit de toutes les taxes et des augmentations répétées des cotisations imposées aux salariés, rien ne peut sortir le système de la protection sociale de l'impasse dans laquelle le patronat l'enferme avec la compli-

cité des gouvernements.

C'est pourtant bien aux patrons licencieurs que les travailleurs devront se décider de présenter un jour la facture, s'ils ne veulent pas se retrouver demain, comme dans bien des pays sousdéveloppés, sans protection et sans retraite.

# Cercle Léon Trotsky L'Algérie en crise Vendredi 17 décembre 1993 à 20 h 30 Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor à Paris (5e) Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais : 20 F

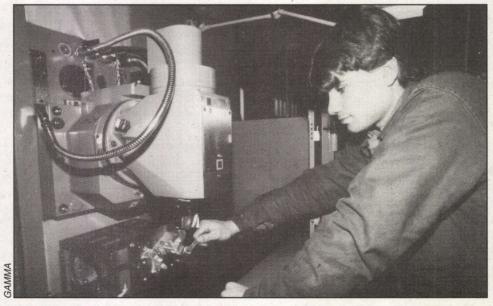
#### Alléger le coût du travail pour les patrons UNE URGENCE POUR LE GOUVERNEMENT

La loi quinquennale sur l'emploi est à peine adoptée que le patronat énumère les prétendues difficultés à freiner la montée du nombre de chômeurs. Pour lui, au premier plan de ces difficultés, les charges patronales sur les salaires. Trop lourdes, selon le CNPF. Ce à quoi s'empresse de répondre Michel Giraud, le ministre du Travail, en déclarant qu'il faut "accélérer le processus de leur allégement" par un mécanisme qui devrait fonctionner... dès le début de l'année prochaine.

Déjà, les charges patronales ont baissé de 15 % sur les bas salaires. Mais, pour accentuer la baisse du "coût du travail" pour les emplois les moins qualifiés, Balladur se propose de les faire encore baisser de 15 % supplémentaires dans les cinq ans qui viennent et même, si possible, en moins de temps. L'opération serait réussie "en baissant les cotisations d'assurance maladie", suggérait Balladur dès novembre dernier, cotisations

Les salariés touchant le salaire minimum représentaient 2,7 % du total des salariés en 1982. En 1992, ils étaient passés à 8,6 %. Aujourd'hui, ils sont 1,5 million. 20 % des salariés du textile sont des smicards, comme 30 % de ceux de l'hôtellerie et de la restauration. Le tiers des smicards a moins de 26 ans.

Tels sont ceux qui coûtent encore trop cher au patronat!



qui, à l'heure actuelle, sont encore pour 12,8 % à la charge des patrons. Michel Giraud, pas contrariant, précise: "Au début de l'année 1994, nous prendrons une décision allant dans ce sens". Et ainsi se peaufine, dans les ministères, le projet visant à alléger la partie de la cotisation maladie payée par les patrons, en la faisant payer toujours plus par l'Etat (ce qui s'appelle en jargon de ministre "budgétiser"), c'est-à-dire par les contribuables sous forme de hausse de la TVA, impôt indirect qui pèse plus, proportionnellement, sur les plus démunis.

Une enquête statistique, commandée par le Sénat et réalisée entre autres organismes par l'INSEE, aurait démontré qu'une baisse de 20 % du coût salarial des jeunes embauchés pourrait permettre la

création nette d'environ 200 000 emplois d'ici à l'an 2000. A supposer que cela soit vrai, on ne voit pas ce qui pourrait contraindre les patrons à créer ces emplois.

La politique gouvernementale ne vise ni à empêcher les patrons de licencier, ni à les contraindre à embaucher. Elle consiste simplement à disposer d'une main-d'œuvre moins chère, mais pas nécessairement plus nombreuse.

Giraud préférerait budgétiser les cotisations familiales. Balladur, lui, souhaiterait alléger les cotisations d'assurance maladie. Peut-être feront-ils les deux... Et le nombre de travailleurs touchant le salaire minimum ne cessera de croître, en même temps que s'accroîtra le nombre de chômeurs.

Lucienne PLAIN

## Chômeurs ALLOCATIONS DÉGRESSIVES ET APPAUVRISSEMENT PROGRESSIF

Fin juillet dernier, un nouveau système d'indemnisation des chômeurs entrait en vigueur, sous prétexte de redresser les comptes de l'Unédic. Ce nouveau système d'allocations dégressives signifie avant tout la réduction de la durée de l'indemnisation au taux initial, c'est-àdire au taux le plus élevé.

La durée totale pendant laquelle les allocations chômage sont versées ne change pas, certes, mais les ressources, déjà amaigries, pour ne pas dire plus, du travailleur au chômage se trouvent réduites de façon plus rapide.

plus rapide.

Ainsi, Le Parisien du 14 décembre dernier prenait l'exemple d'un salarié ayant touché un salaire brut de 10 000 F pendant douze mois avant d'être licencié en janvier 1993. Le nouveau dispositif s'appliquait à partir du 1er octobre. Pour quinze mois d'indemnisation, le nouveau système lui fait perdre 1 500 F sur les sept derniers mois!

Voilà certainement le type de mesures qui peut contribuer à améliorer la situation des caisses de chômage...

### Dans le monde

L'amitié d'un dirigeant impérialiste et d'un dictateur africain.

Si les prétendants à la succession d'Houphouët-Boigny ne manquaient pas, c'est donc le successeur plus ou moins prévu par la Constitution, à savoir le président de l'Assemblée nationale Henri Konan Bédié, qui l'a emporté. Issu d'une riche famille de planteurs, formé en son temps au sein de l'administration française, Bédié doit en

principe achever le mandat prési-

dentiel en cours, prévu pour se terminer en septembre 1995.

Il aura tout de même fallu un intermède de 48 heures de "gué-guerre". Bédié s'étant, en effet, autoproclamé président en toute hâte, à la télévision, le jour même de l'annonce de la mort d'Houphouët, le 7 décembre, son principal rival, le Premier ministre Alassane Ouattara, contesta immédiatement sa légitimité en

## Côte-d'Ivoire UNE SUCCESSION SOUS "L'ŒIL DE PARIS"?

invoquant des arguments juridicoconstitutionnels. Dès le 9 décembre,

cependant, Ouattara annonçait sa démission et celle de son gouvernement, "au terme, selon Libération, d'une réunion éclair avec ses ministres et les chefs de l'armée"...

Le choix du gouvernement français a dû peser son poids dans l'affaire (y compris dans le choix fait par lesdits chefs de l'armée ivoirienne). Des émissaires des ministères français de la Coopération et des Affaires étrangères étaient présents sur place en Côte-d'Ivoire au cours des dernières semaines, qui ont vu tractations et marchandages se dérouler dans les coulisses. Et c'est avec le patronage immédiat de Mitterrand soi-même, dans son message officiel de condoléance, que Henri Konan Bédié a été intronisé chef

Nous ignorons, évidemment, quelles peuvent être les vertus supérieures de Bédié par rapport à Ouattara aux yeux du gouvernement français. Mais nul doute que, pour ce



## LA FAILLITE D'UN ÉTAT PILLÉ PAR LES CAPITALISTES ET LA BOURGEOISIE

Houphouët-Boigny a laissé un Etat ivoirien en situation de quasi-faillite.

Cela ne signifie pas que les grosses sociétés ne continuent pas à profiter de tous les cadeaux et de toutes les aubaines possibles, ni que les fils de la bourgeoisie ivoirienne ne continuent pas à prospérer à ses dépens ; mais cela signifie que les caisses sont vides pour le paiement des salaires des fonctionnaires (ou, par exemple, que les enseignants nouveaux embauchés depuis octobre 1991 touchent des salaires réduits... de moitié), ou encore pour le versement des retraites (le 6 septembre dernier, des retraités ont dressé une barricade sur un boulevard d'Abidjan; deux jours plus tard, ils se sont couchés sur la même voie, pour protester contre les retards à répétition dans le versement de leurs pensions).

Pour ce qui est du financement du minimum d'infrastructures nécessaires, il n'y a plus d'argent public. Les transports en commun pratiquent des tarifs prohibitifs. L'Etat, dans son besoin d'argent frais, brade à tout-va les entreprises publiques. Et les pauvres se voient mettre le couteau sur la gorge pour, par exemple, les services de l'eau et de l'électricité qui sont passés au cours de ces dernières années dans les mains de la famille Bouygues.

Bouygues "rentabilise" l'exploitation de l'eau et de l'électricité en les coupant tout simplement dès que les factures ne sont pas rigoureusement payées en temps et en heure – chose évidemment difficile vu le niveau des salaires, bloqués depuis plus de dix ans (pour ceux qui ont le "privilège" de pouvoir se faire exploiter afin d'en toucher un) : l'équivalent du SMIC se situe à 650 F (français), et c'est une minorité de la classe ouvrière, dans les grandes entreprises, qui peut même y prétendre...

Dans de telles conditions, envoyer ses enfants à l'école est un luxe ; se faire soigner, un luxe peut-être plus grand encore.

La chute des cours du cacao et du café n'est pas seule en cause, loin de là. Les caisses de l'Etat ont été et sont pillées par les privilégiés qui ont la mainmise dessus. Les riches roulent en Mercedes, vivent dans de luxueuses villas, font éventuellement leur shopping à Paris... et disposent de prie-dieu à climatisation individuelle dans la basilique de Yamoussoukro édifiée à la gloire de Houphouët et consacrée par le pape.

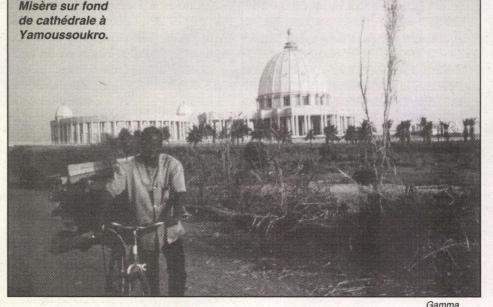
Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les députés se sont voté le doublement de leur salaire, en juin dernier...

Une telle arrogance contribue elle aussi à faire d'une grande ville comme Abidjan un baril de poudre, avec en particulier sa masse de jeunes sans emploi et sans avenir.

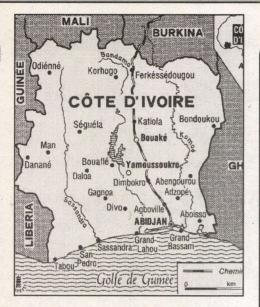


En février-mars 1990, c'est un plan d'austérité projeté par le gouvernement avec le FMI qui avait déclenché des manifestations et des débuts d'émeutes. Le gouvernement avait alors reculé. Mais, avec la dette ivoirienne qui atteint, selon les évaluations données dans la presse, 80 ou 105 milliards de francs (pour une population de 13 millions d'habitants), c'est un plan d'austérité draconien, c'està-dire des sacrifices catastrophiques imposés à la population, que le nouveau gouvernement devrait adopter maintenant, s'il veut se remettre dans les bonnes grâces du FMI et de la Banque Mondiale (condition derrière laquelle le gouvernement français se retranche, de son côté, pour poursuivre son aide financière aux gouvernements africains). Ce n'est pas un hasard si, dans la compétition entre les différents prétendants à la succession d'Houphouët, c'était à qui présenterait le meilleur profil pour les bailleurs de fonds.

Pour faire face à la population, le gouvernement que Henri Konan Bédié met en place aura sans doute besoin d'autre chose que de la ficelle qui consisterait à y introduire des membres de l'opposition. Le principal dirigeant de celle-ci, Laurent Gbagbo, avec son parti, le Front Populaire Ivoirien, dispose sans doute d'une cer-



#### Dans le monde



dernier, l'essentiel était de parer à toute menace de troubles, voire de déstabilisation de l'Etat en cette heure critique de la passation d'un pouvoir de trente années. Il importe pour lui aussi, et pour les intérêts qu'il défend, que la transition se passe dans le calme et la "légalité". (Soit dit en passant, 600 soldats français sont stationnés en Côte-d'Ivoire).

Dans les conditions économiques et sociales explosives qui règnent dans le pays, le déchaînement public éventuel de rivalités pour le pouvoir pourrait en effet avoir des conséquences redoutables non seulement dans le pays lui-même, mais aussi dans l'ensemble de la région.

C. L.G.

taine popularité car c'est un opposant de longue date à Houphouët-Boigny. Mais s'il est dans l'opposition, c'est bien davantage parce que Houphouët n'a pas répondu à ses avances, réitérées maintes fois depuis 1990, et parce que les barons du parti au pouvoir n'étaient pas disposés à partager les places tant qu'ils n'y étaient pas obligés, que parce que Gbagbo aurait eu une autre politique à proposer. Il s'est systématiquement refusé à s'appuyer sur l'activité des masses, et il répétait encore, fin novembre, que pour éviter le "chaos" menaçant après "le départ" d'Houphouët, il fallait réfléchir et ne rien entreprendre précipitamment.

#### Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette opposition

Le danger de la situation réside dans le fait que, pour détourner la colère des masses pauvres, qui n'a que toutes les raisons de s'aggraver, pour leur fournir des boucs émissaires, les hommes du pouvoir ne se mettent à jouer à plein sur la xénophobie, voire les rivalités ethniques.

Houphouët avait déjà eu recours, ces dernières années, à des mesures de brimades démagogiques à l'encontre des étrangers vivant en Côte-d'Ivoire (et ce n'étaient évidemment pas les résidents européens les cibles ni les victimes). Mais une attaque brutale, comme la chasse sanglante aux Ghanéens qui a eu lieu le 1er novembre à Abidjan, montre que les choses pourraient prendre un tour dramatique – si les politiciens se mettaient à exploiter l'"ethnisme" en vue, pour les uns, de consolider leur pouvoir, ou pour les autres de le leur arracher.

Christiane LE GUERN

#### Mascarade électorale au Gabon

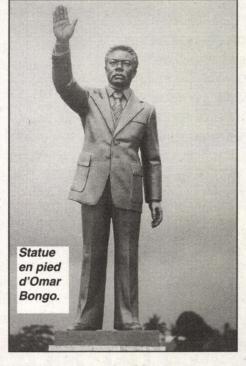
## ELF-AQUITAINE RÉÉLU

Jeudi 9 décembre, quatre jours après le premier tour, la télévision gabonaise annonçait les résultats des élections présidentielles. Omar Bongo, 55 ans, président depuis 26 ans, était élu pour la première fois au suffrage universel avec 51,07 % des voix, au détriment de son principal opposant le prêtre Mba Abesole qui n'aurait obtenu que 27,48 % des voix

L'heure du multipartisme et de la démocratie aurait-elle enfin sonné pour le Gabon, comme le demandent depuis 1990 les instances internationales? Le multipartisme? Peut-être, si on le mesure au nombre de candidats. La démocratie? Voire. En fait depuis le jour même des élections la situation est très confuse. Le résultat a été annoncé avec l'armée dans les rues, les chars légers patrouillant et un ministre de la Défense proclamant à la télévision un "état de mise en garde", synonyme d'un état de siège.

Les observateurs étrangers venus surveiller le déroulement des élections n'ont pu que constater un nombre impressionnant d'irrégularités. Mais selon l'un de ces observateurs, député européen du groupe socialiste, "le désordre n'a avantagé ou désavantagé personne". On peut tout de même se demander comment Bongo a obtenu le résultat qui le proclame gagnant au premier tour alors que, dans aucun bureau de vote, il ne faisait plus de 35 % des voix. Il doit s'agir là de la magie démocratique. Mais comme dans tous les tours de passe-passe, il y a un truc: l'administration de Bongo a fait distribuer à des hommes sûrs des centaines de cartes d'électeurs créant ainsi la non moins démocratique catégorie des... multivotants.

En attendant, la population, furieuse, a manifesté sa colère. Et l'opposition a fait comme si elle avait gagné, elle aussi. L'opposition comprend de nombreux anciens collaborateurs de Bongo. Le plus voyant, et certainement le plus riche, est Jean-Pierre Lemboumba, ancien ministre du Plan



Gamma

de Bongo. Son surnom, "Monsieur Coffre-fort", indique qu'il n'a certainement rien à envier à son rival dans le domaine de la corruption et des avantages qu'il a pu tirer de sa position. Les différents opposants, devant la proclamation des résultats par les hommes de Bongo, ont réagi comme l'avait fait l'opposition zaïroise quand Mobutu s'était lancé lui aussi dans la comédie



Car Bongo peut se targuer d'un atout de taille. Dès les résultats proclamés, le ministère français des Affaires étrangères s'est empressé de l'enregistrer et de déclarer que, selon lui, l'élection s'était déroulée "dans des conditions dans l'ensemble satisfaisantes". Ce scrutin constituait même rien moins qu'"une étape importante du processus d'ouverture" engagé depuis trois ans.

Depuis plus de trente ans, le Gabon "indépendant" reste une zone protégée de l'impéralisme français. Et si le pays est aujourd'hui accablé d'une dette de 18 milliards de francs au point qu'il figure dans l'index des Nations Unies de "la qualité de vie" à la 109ème place sur 173, c'est que les richesses de son sous-sol, notamment le pétrole, ont contribué non pas à l'amélioration des conditions de vie de la population la plus pauvre, mais à conforter les profits de la société Elf-Aquitaine. Et cette décision du gouvernement français signifie que le véritable décideur, l'état-major d'Elf-Aquitaine, a estimé



Manifestation en faveur de Bongo. Manifestants peu spontanés et qui ne craignent pas le "culte de la personnalité".

Ribeaud/Gamma

démocratique. Ils ont proclamé un Haut Conseil de la République avec un Premier ministre. Et ils se proposent de faire annuler ces élections en faisant appel aux instances internationales. Il ne s'agit peut-être, pour eux, que de sauver la face.

que, pour le moment encore, Bongo peut continuer à remplir son rôle d'homme de paille. Si d'autres veulent sa place, il leur reste à faire la démonstration qu'ils rempliraient mieux que lui son rôle de petit commis local.

Jacques FONTENOY

## Algérie COMPROMIS AVEC LES ISLAMISTES ?

L'un des représentants de l'armée au sein de la Commission du dialogue national, le général Touati, a annoncé officiellement que la porte était ouverte à la participation de représentants du FIS au dialogue avec le pouvoir. Mis à part la clause de style du général disant qu'il ne s'agit pas de dialoguer avec le FIS "en sa qualité de parti, puisqu'il a été juridiquement dissous", mais en tant que "tendance", le Front Islamique pourrait donc, au côté des autres partis, être invité à la Conférence nationale prévue en principe fin décembre, date officielle de l'achèvement du mandat confié par l'armée il y a deux ans au Haut Comité d'Etat (sorte de présidence collégiale mise en place par l'armée en remplacement du président Chadli).



Les forces de police quadrillant les rues d'Alger et arrêtant les suspects.

ramené pratiquement deux ans en arrière, au moment où le pouvoir hésitait déjà entre la lutte contre les islamistes et un partage du pouvoir avec eux, avant que l'état-major ne tranche provisoirement en arrêtant le processus électoral dont le FIS avait gagné le premier tour, en destituant le président Chadli qui envisageait de négocier, puis en interdisant le FIS.

Sauf qu'il y a avec la situation d'il y a deux ans une différence de taille. Le pays s'est enfoncé encore bien plus profondément dans la crise. D'un côté prix et chômage ont continué à monter en flèche. De l'autre les attentats islamistes contre les personnes ou les installations n'ont cessé de se multiplier. Les affrontements entre l'armée et les groupes armés islamistes ont fait en deux ans près de 3 000 morts, d'après les chiffres officiels.

Le peuple algérien est, de-

On pourrait sembler ainsi puis deux ans, pris dans une véritable guerre entre deux formes de dictature, celle de l'armée et celle que les démagogues religieux rêvent d'établir (et qui s'appuierait sans doute aussi sur la même armée), même s'ils cherchent pour s'imposer au pouvoir à s'appuyer sur le mécontentement populaire en même temps que sur les préjugés les plus réactionnaires.

> Les islamistes ont-ils aujourd'hui plus ou moins de soutien dans la population qu'il y a deux ans ? Se sont-ils, par leur politique d'attentats, déconsidérés aux yeux d'une partie de ceux qui avaient voté pour eux, ou apparaissent-ils encore plus comme des héros aux yeux d'une partie de la jeunesse de plus en plus vouée au chômage? C'est bien difficile à savoir. Mais ce qui est certain, c'est que les milliers d'arrestations, les camps, la torture que dénoncent les associations des droits

de l'homme, les plus de 300 condamnations à mort (dont près de trente ont été exécutées), les ratissages de l'armée dans les quartiers pauvres ou dans les campagnes des régions réputées fiefs islamistes, n'ont pas abouti à démanteler les réseaux islamistes.

Rien ne dit bien sûr que

l'ouverture faite aux islamistes par le représentant de l'armée sera suivie d'effets. Du côté du pouvoir en place celui-ci ne cherche peut-être seulement qu'à gagner du temps, ou à dissocier une fraction des islamistes, baptisés par lui "modérés", des autres. La Conférence nationale pouvoir-partis que la Commission est chargée de préparer pourrait en réalité être retardée, ou même ne voir jamais le jour. Certains dirigeants algériens, notamment ceux de l'ancien parti au pouvoir, le FLN, proposent d'ailleurs de prolonger provisoirement le mandat du HCE. Et l'armée va peut-être au contraire prendre encore plus le devant de la scène politique et renforcer la répression. Du côté des islamistes, six dirigeants en liberté du FIS se sont empressés de reprendre la balle au bond tout en posant comme exigence l'association des deux principaux dirigeants emprisonnés, Madani et Benhadj, aux discussions. Mais rien ne dit de ce côté-là non plus que Madani et Benhadj eux-mêmes aient l'intention d'y participer, ni qu'ils soient, en cas de compromis avec le pouvoir, suivis par les divers groupes armés qui se sont développés depuis la dissolution de leur parti.

Mais l'on voit déjà les gouvernements des grandes puissances, et en premier lieu le gouvernement français, prêts à s'adapter à toutes les hypothèses, celle d'un nouveau renforcement du pouvoir de l'armée, ou celle d'un éventuel compromis avec les islamistes, ou une partie d'entre eux.

Il y a à peine quelques semaines, Pasqua faisait un geste vis-à-vis du gouvernement algérien en opérant un coup de filet dans les milieux intégristes en France. Mardi 7 décembre, par la voix du ministre Lamas-

#### Accords du GATT

### **UN ACCORD PARTIEL QUI NE MET PAS FIN** À LA CONCURRENCE

Au terme de sept années de marchandage et d'une mise en scène à grand spectacle, les représentants américains et européens ont donc réussiàsauverlaface, en parvenant in extremis à un accord sur les tarifs douaniers et le commerce international.

En fait cet accord, présenté comme un grand pas en avant, n'est qu'un accord partiel qui laisse de côté plusieurs dossiers épineux, pour lesquels les discussions risquent de durer encore longtemps. Ainsi en est-il, par exemple de l'industrie audio-visuelle, sujet de discorde entre plusieurs pays européens, dont la France, et les Etats-Unis. De même, les négociateurs reconnaissent qu'ils ne sont parvenus qu'à "un accord limité" en ce qui concerne les subventions accordées de part et d'autre de l'Atlantique, à l'industrie aéronautique civile ; face à la concurrence de Boeing pour les uns, d'Airbus pour les autres, chacun défendant son système d'aides indirectes à l'exportation de sa production. Et si les Européens ont obtenu quelques concessions de la part des représentants américains sur la question des produits agricoles subventionnés, ces derniers ont en revanche obtenu dans le dopour un temps, des mesures protectionnistes qui entourent leur marché.

Par ailleurs, les USA et la Communauté européenne ne sont pas les seuls intéressés par ces "accords" du GATT, qui doivent encore être ratifiés par tous les pays impliqués dans ces négociations. Soit une centaine de pays qui, du riz au textile, ont autant d'intérêts particuliers à défendre en ce qui concerne leur économie nationale.

Tout le problème est là. Etouffant aujourd'hui dans les limites étroites des Etats, tous les producteurs capitalistes rêvent d'avoir un accès plus facile au marché mondial, d'autant qu'en cette période de crise, nombreux sont ceux qui en espèrent une possibilité de relance d'une économie malade. Mais, dans le même temps, chacun attend de l'Etat qu'il défende "ses" capitalistes et "son" marché, à coups de subventions d'une part et de limites aux importations de la concurrence d'autre part.

Du coup, les Etats peuvent essayer de trouver un semblant d'accord sur les quotas d'importation et les tarifs douaniers, mais ils sont bien incapables, à l'échelle mondiale comme à l'échelle européenne, de se passer des frontières et des maine des services ban- barrières douanières. Tout caires le maintien, au moins comme ils restent bien incapables d'organiser une production harmonieuse l'échelle de la planète.

soure qui présentait au Sénat le budget des Affaires étrangères, le gouvernement français s'est dit soudain préoccupé par la violation des "droits de l'homme" en Algérie, a condamné "la violence d'où qu'elle vienne", et endossé une veste réversible en annonçant qu'il était prêt à accorder son aide "au peuple algérien et non pas à tel ou tel gouvernement".

Le sort du peuple algérien est bien le cadet des soucis de l'impérialisme français – et des autres. Ce qui le préoccupe, c'est que l'instabilité se prolonge. Et comme il n'a pas prise sur la situation, il se prépare à toutes les éventualités, dont aucune ne sera bénéfique à la population laborieuse algérienne.

Olivier BELIN.

## "DÉMOCRATIE" ET DICTATURE

Les dirigeants occidentaux, Clinton en tête, se félicitent de la "démocratie" qui serait en marche en Russie, avec Eltsine. Les citoyens russes viendraient de connaître leurs premières "élections libres", affirment-ils, oubliant qu'ils disaient la même chose lors de précédents scrutins, sous Gorbatchev, et en particulier lors de l'élection d'Eltsine en 1991.

Certaines descriptions de journalistes, présentant les électeurs comme ne sachant pas se servir d'urnes et de bulletins de vote, illustrent leur ignorance ou leur mauvaise foi : sous Staline, on votait! Pour un parti unique, c'est vrai. Et la "démocratie" sous Gorbatchev, devant laquelle s'extasiait déjà l'Occident, c'était au mieux deux ou trois candidats d'un parti unique. Sous Eltsine, s'il y a pluripartisme, les partis restent encadrés, certains sont interdits, d'autres ne le sont pas mais ne sont pas admis à présenter des candidats, la télévision et les journaux sont réservés à ceux qu'Eltsine autorise, les résultats électoraux sont quelque peu manipulés.

Les dirigeants occidentaux le savent en fait fort bien. Mais ils savent aussi qu'il est nécessaire de restaurer en Russie un pouvoir central, sous peine de courir le risque d'une crise sociale qui pourrait conduire à une autre révolution.

Mais, dans le cadre d'un pays pulvérisé par une bureaucratie individualiste, jouant des coudes pour se précipiter à la curée sur une économie qu'elle détruit, un pouvoir central restauré ne peut être qu'un pouvoir fort. Un pouvoir qui non seulement ne serait pas démocratique pour les masses, comme le pouvoir actuel, mais ne le serait pas plus pour les camarillas dirigeantes dans les républiques, les régions, les villes de cet immense pays.

Qu'un pouvoir fort s'impose ne dépend pas seulement d'une décision juridique. Combien de fois Gorbatchev puis Eltsine ont-ils été investis des pleins pouvoirs sans autre résultat en fin de compte que l'éviction du premier et l'affaiblissement de la position du second ? Pour restaurer un pouvoir central fort, si l'on écarte le cas d'une guerre civile, il faudrait un consensus, de la part des fractions de la bureaucratie qui exercent les pouvoirs locaux, sur la nécessité d'un tel pouvoir central et de plus sur la personne de celui qui en serait investi.

Actuellement, aucun danger intérieur ou extérieur majeur ne force, comme dans le passé, la bureaucratie à se précipiter dans les bras d'un sauveur à poigne de fer pour se protéger d'adversaires inapparents pour l'instant. De plus, il semble bien qu'aucune personnalité en vue de la bureaucratie n'a fait la démonstration de ses capacités à

Lors du récent sommet européen à Bruxelles, le 9 décembre, trois jours avant les élections russes, les chefs d'Etat de la CEE ont organisé une réception-dîner en l'honneur de Boris Eltsine.

incarner les intérêts généraux de la bureaucratie au point que tous ceux qui participent au pouvoir s'en remettent à elle, pour lui rétrocéder tout ou partie du pouvoir que les uns et les autres ont arraché au "centre" depuis une dizaine d'années. La Russie, comme l'URSS, est devenue ingouvernable.

Et c'est cela – l'incapacité de la bureaucratie à restaurer un "pouvoir fort", maintes fois réclamé dans la presse, les discours et les programmes mais jamais instauré – qui inquiète les dirigeants occidentaux, et pas l'absence de démocratie.

Espérons que les travailleurs de Russie sauront se saisir de cette crise de pouvoir, de cette faiblesse de la caste dirigeante et de la bourgeoisie, à peine implantée dans les ruines de l'économie planifiée, pour installer leur propre pouvoir et en chasser tous ceux qui ont usurpé et dénaturé l'idéal communiste et socialiste avant de le renier complètement.

Il faut à la Russie un pouvoir fort, oui, mais celui des travailleurs. Dans les conditions actuelles, cela pourrait se produire très vite, car en face, il n'y a rien, aucune classe sociale implantée, forte et ayant conscience de ses intérêts communs.

## Russie APRÈS E" LES ÉLECTIONS La page de l

La nouvelle Constitution donne à Eltsine un pouvoir... que lui contestent les politiciens de la bureaucratie ainsi d'ailleurs que les votants et les abstentionnistes.

Kohl, Clinton et quelques autres dirigeants occidentaux se sont empressés de féliciter le président russe, Boris Eltsine, pour sa victoire électorale du 12 décembre. Ils n'avaient pas tort de se dépêcher car plus se précisent les résultats du scrutin et moins cette "victoire" apparaît en être vraiment une...

nov, déclara avoir eu droit à 14 minutes d'antenne contre 4 heures pour la liste conduite par le premier vice-Premier ministre, Gaïdar. Les eltsiniens ont aussi profité de la manne de généreux sponsors et donc de clips télévisés et de pages de publicité à jet continu. Mais cela n'a pas suffi pour que leurs candidats s'imposent.

Au Parlement ont été élus nombre de bêtes noires d'Eltsine. Ainsi, Loukianov, ex-président du Soviet suprême de l'URSS, inculpé pour avoir été un des organisateurs du putsch d'août 1991; Rossel, ex-dauphin d'Eltsine dans l'Oural, mais destitué récemment de son poste de gouverneur pour avoir proclamé une "République" indépendante de Moscou... D'une façon générale, dans les provinces, les "barons" de la bureaucratie qui s'opposent au pouvoir central sont réélus.

Eltsine risque donc de se retrouver, deux mois après avoir supprimé le Soviet suprême à coups de canon, avec un nouveau Parlement, selon les mots du chef du Parti Communiste, "qui sera encore plus dans l'opposition que le précédent". Un Parlement qui reflétera, à sa façon, une décomposition politique de la bureaucratie.

## Un Parlement d'opposition

Pour ce qui concerne l'élection à la Douma d'Etat, la tendance ressortant des résultats partiels indique que le bloc "Choix de la Russie", conduit par Gaïdar qui passe pour le second d'Eltsine, recueillerait autour de 13% des voix. A peine plus que le Parti Communiste de la Fédération russe et presque deux fois moins que le Parti Libéral-Démocrate de Jirinovski.

Certes, la répartition finale des sièges pourrait être (un peu) moins défavorable pour les candidats "eltsiniens" car les députés se trouvent élus pour moitié au scrutin proportionnel national (c'est sur cela que portent les premiers résultats) et pour le reste au scrutin uninominal de circonscription.

Dans le cadre de cette dernière élection, les candidats eltsino-gaïdariens pourraient bénéficier d'une prime de "publicité". Occupant souvent des fonctions officielles, ils sont plus connus que leurs concurrents et ont bénéficié de l'appui ostentatoire de la machine gouvernementale, télévision comprise. Le leader du Parti Communiste, Ziouga-

#### Une nouvelle Constitution "adoptée"

Les partisans du président russe se sont consolés en faisant proclamer, dès la clôture du scrutin à Moscou, que la nouvelle Constitution avait été approuvée.

Pour cela, il suffisait que plus de la moitié des inscrits vote et qu'une majorité se prononce pour cette Constitution concoctée par Eltsine, pour lui assurer le plus de liberté possible vis-à-vis notamment du Parlement. Durant la campagne, Eltsine avait eu beau jeu de dire que le pays ne pouvait rester sans Constitution (il a annulé la précédente!), que pas un autre projet n'était en lice (il avait tenté d'interdire de scrutin référendaire et législatif les partis n'approuvant pas par avance sa Constitution) et de faire jouer la grosse artillerie de la propagande gouvernementale... cela n'a pas suffi.

(Lire la suite de l'article page 8)

## Russie APRÈS LES ÉLECTIONS

#### (suite de la page 7)

Officiellement, la Constitution est passée. De justesse, mais passée quand même (52 ou 53% des inscrits auraient participé au référendum et un peu plus de la moitié de ceux-là auraient approuvé le texte). Mais les observateurs occidentaux et des journalistes mettent en cause la réalité de cette majorité, les autorités ayant avancé des chiffres notoirement fantaisistes. Cela, alors qu'il était évident que même dans les fiefs eltsiniens Léningrad-Saint-Péters-(Moscou, bourg, Sverdlovsk-Ekatérinbourg), les gens ne se pressaient pas dans les bureaux de vote. Quant aux régions, certaines d'entre elles – le gouvernement a dû le reconnaître - ont connu soit un abstentionnisme majoritaire, soit une majorité de votes contre la Constitution, comme dans la région de Vladivostok, en Extrême-Orient.

## Un pouvoir toujours aussi déchiré et affaibli

A la Douma, l'opposition devrait se retrouver majoritaire. Et outre que cela a déjà eu pour résultat un affaiblissement du clan eltsinien, divisé sur les alliances à conclure avec les partis sortis gagnants des urnes, le pouvoir présidentiel, même avec l'adoption d'une Constitution censée le conforter, ne semble guère en mesure de s'imposer.

Certes, formellement, la Constitution lui en donne le droit. Mais ledit droit ne vaut que pour autant qu'il n'est pas contesté. Et tel n'est pas le cas, loin s'en

Dans nombre de régions – et surtout celles, ethniquement russes ou non, qui manifestent des velléités d'indépendance – les autorités locales, en délicatesse avec le "centre", parce qu'elles contrôlaient le scrutin, ont fait élire leurs candidats évidemment opposés à toute reprise en mains du pays, par Eltsine ou par un autre. Parfois, c'est l'abstention qui l'emporte quand, comme au Tatarstan, les autorités locales ont fait déclarer "le fait de participer aux élections de notre voisine, la Russie" comme une "trahison de notre patrie". Dans l'Oural, les dirigeants "déchus" de la République indépendante, mais réélus, ont annoncé leur intention de revenir à la charge. Même chose à Vladivostok, en Sibérie orientale ou sur la Volga, toutes régions qui se veulent plus ou moins autonomes.

Qu'un parti comme celui de Jirinovski ait, par sa démagogie, attiré une partie des militaires déplorant la perte de leur situation et de leur prestige, des petites

gens trouvant dans le populisme xénophobe un refus de la politique des dirigeants actuels et de ses conséquences sociales, pourrait avoir des conséquences imprévisibles pour l'avenir. Mais, à brève échéance, cela affaiblira le président russe, pourtant théoriquement doté de pouvoirs plus étendus grâce à la nouvelle Constitution.

En effet, le succès de Jirinovski pourrait accélérer les défections chez ceux qui pouvaient croire Eltsine le mieux placé, le plus populaire pour incarner un pouvoir central fort. En apparaissant comme bénéficiant du soutien de pans

importants de l'appareil d'Etat, parmi l'armée notamment, Jirinovski reflète à sa façon (et amplifie, sans doute) un processus qu'il n'a pas provoqué et qui domine la vie politique russe (et soviétique) depuis des années : le fait que la bureaucratie, lancée dans la course au pillage économique et à la défense de fiefs politiques garantissant ses privilèges immédiats, n'a (pour l'instant) pas l'intention de voir se remettre en place un pouvoir central fort, ni surtout confiance en Eltsine pour l'incarner.

Pierre LAFFITTE

Le 12 décembre, dans toute la Fédération de Russie (mais aussi dans les Républiques ex-soviétiques où résident des citoyens russes et stationnent des troupes russes) s'est déroulé un scrutin fort compliqué, puisque nécessitant que l'électeur utilise cinq bulletins de vote distincts.

Il s'agissait ainsi d'élire des députés à la Douma d'Etat (nouveau nom de l'ex-Soviet suprême, c'est-à-dire la Chambre des députés), des représentants au Conseil de la Fédération (une sorte de Sénat), des députés aux Doumas

locales (les conseils municipaux) et, en outre, de se prononcer sur une nouvelle Constitution.

Le fait de lier les scrutins avait été décidé par l'équipe d'Eltsine afin de contraindre des partis rejetant la Constitution taillée sur mesure pour et par Eltsine, soit à s'abstenir au référendum constitutionnel - mais du coup à apparaître comme absents et à désorienter les électeurs et donc à prendre le risque de ne pas être représentés à la Chambre des députés - soit à cautionner le référendum.

## JIRINOVSKI DOUBLE ELTSINE SUR SA DROITE

Jirinovski, le leader du Parti Libéral-Démocrate (PLD) qui ressort comme le grand vainqueur de ce scrutin, n'est pas un inconnu. Lors des élections qui avaient, en 1991, vu Eltsine emporter le titre de président de Russie, il avait déjà raflé 8% des suffrages avec un seul argument - "Rendre la vodka moins chère" - et un refrain – "vive la Russie et les Russes, à bas le reste et les autres"!

A dire vrai, il ne faisait là que développer (si l'on peut dire!) des thèmes auxquels Eltsine s'était déjà essayé dans sa lutte contre Gorbatchev (depuis l'accusation de sacrifier la Russie et les Russes sur l'autel de l'URSS jusqu'à la reprise de "blagues" accusant le "secrétaire minéral" du PC d'avoir... fait disparaître et renchérir la vodka).

Si, depuis cette période Eltsine n'en est pas resté là dans le chauvinisme et l'exploitation des préjugés xénophobes comme moyen de gouverner, il avait un handicap : celui de se trouver au pouvoir, d'être celui dans lequel un nombre croissant de laissés-pour-compte du cours adopté après 1991 pouvaient voir le responsable de leurs malheurs. Jirinovski, se trouvant dans l'opposition, n'avait qu'à ramasser ses "arguments" dans les poubelles de l'eltsinisme. Il ne s'en est pas privé, et a ratissé large en disant tout et son contraire. Par exemple, il revendique un pouvoir fort – qu'il rêve évidemment d'incarner – et à ce titre a approuvé la Constitution eltsinienne et la dissolution du Parlement, en octobre, mais cela ne l'empêche pas de promettre l'amnistie des "putschistes" ni de critiquer Eltsine pour avoir levé les armes contre des Russes.

Les Occidentaux feignent de voir en lui un "ultra-nationaliste", qualificatif qu'il y a

deux mois encore ils réservaient aux "communistes", opposés à Eltsine. Que Jirinovski soit un démagogue qui fait commerce de nationalisme et de xénophobie, c'est l'évidence. Cette démagogie va même au-delà du crédible

quand il dit vouloir restaurer la

puissance russe sur la Pologne

et la Finlande. Mais la déma-

gogie chauvine, voire raciste

est, en Russie, une arme à

laquelle recourent tous les par-

tis et tous les politiciens proches du pouvoir.

Que, durant cette campagne, les autorités aient favorisé Jirinovski n'a rien d'étonnant. Elles ont vu en lui à la fois un repoussoir vis-à-vis de leur électorat "libéral" (incité ainsi, pensaient-elles, à voter "utile" sans se disperser sur des listes "eltsiniennes", dissidentes ou "réformatrices modérées") et un démagogue pouvant faire pièce à l'influence du PC de Ziouganov dans les quartiers ouvriers et, dans les campagnes, à celle du Parti Agraire, opposé à la privatisation des fermes collectives. Si cela a permis d'éviter (de peu) que le total des voix Parti Communiste-Parti Agraire arrive en tête du scrutin et permis aussi de laminer les listes qui pouvaient faire de l'ombre à Gaïdar, le porte-drapeau d'Eltsine... cela a surtout fait le jeu de Jiri-





## LE PC DANS LES ÉLECTIONS

de la Fédération de Russie (PCFR), à la différence de plusieurs autres partis communistes issus de l'ex-PC d'URSS, n'a pas été interdit après l'assaut des tanks contre la Maison Blanche. Sans doute à cause de sa relative discrétion durant l'affrontement Parlement-président de cet automne. Peut-être aussi parce qu'il est le plus gros morceau de l'ex-Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS), et à ce titre difficilement escamotable, même pour Eltsine que la "démocratie" n'étouffe pas.

Le Parti Communiste a apparemment recueilli les voix de certains apparatchiks de rang inférieur ou moyen mais aussi d'une partie de l'électorat populaire et ouvrier aux yeux duquel il apparaissait, peu ou prou, comme défendant la justice sociale contre les tragiques conséquences de la politique du "tout est à vendre : enrichissezvous!" des Eltsine-Gaïdar. (Le Parti Agraire, qui dans les campagnes apparaît un peu de la même façon, a recueilli un nombre non négligeable de voix).

Dans les entreprises, d'ailleurs, lorsque des travailleurs se revendiquent d'un parti et plus encore s'en disent militants, il s'agit généralement de l'ex-PCUS. Le fait que les autorités ne parlent plus du "communisme" que pour le vomir est souvent la meilleure carte de visite de partis dont la politique ne diffère pourtant guère de celle que leurs élec-

Le Parti Communiste teurs et sympathisants contestent.

> Mais les 20 à 23% au total de voix recueillis par le bloc Parti Communiste-Parti Agraire, s'ils dépassent et de loin le score de ce qui apparaît comme le parti du président, "Choix de la Russie", et expriment un refus d'une politique ouvertement anti-ouvrière, se sont portés sur des politiciens qui défendent une politique qui ne se différencie guère de celle du pouvoir en place.

> Ziouganov, le leader du PCFR, dans sa campagne, ne s'est d'ailleurs pas fait faute, lui non plus, comme les Gaïdar voire Jirinovski, d'exalter les "grandes traditions russes", d'en appeler à "nos religions", (citant l'orthodoxie, l'islam et le bouddhisme mais oubliant le judaïsme, ce qui ne doit rien au hasard, l'antisémitisme faisant partie de la panoplie du nationalisme russe). Sur le plan social, si Ziouganov a beaucoup parlé du sort de la classe ouvrière et des retraités, cela ne l'a pas gêné d'en appeller à "nos fermiers (privés)", "nos entrepreneurs", "nos directeurs"... qui ne sont pourtant pas pour rien dans l'effondrement du niveau de vie des travailleurs.

C'est cela le fond de sa politique - pour autant que le PCFR en ait une - même si ce que les électeurs ont retenu, c'est qu'il était le seul, dans sa propagande, à mettre au premier rang de ses revendications celle d'une "vie digne de ce nom pour le travailleur"...

## DES RÉSULTATS

rapporte quelques exemples des manipulations qui semblent avoir présidé au déroulement du scrutin et au calcul des résultats, surtout sur le Tchétchénie, quoique référendum constitutionnel. En effet, il fallait au référendum 50% des inscrits pour que le résultat en soit valable.

Or le chiffre des inscrits a subi des variations étranges : dans la semaine précédant le vote, le chiffre donné par la commission électorale a baissé mystérieusement de

Le quotidien Le Monde nouveau de près de 500 000 dans les vingtquatre heures suivant le vote. En plus de ces "disparus", il faut compter les 490 000 électeurs de la considérée par Eltsine comme faisant partie de la Fédération de Russie, qui ont été, au soir du vote, exclus du total des électeurs inscrits après le refus des autorités locales d'organiser le scrutin.

Autre manipulation, les votants pour les élections à la Douma ont été comptabilisés comme votant au 640 000 pour tomber à référendum, qu'ils aient réellement voté ou pas. A cela s'ajoute la soudaine montée de la participation, annoncée officiellement dans les toutes dernières heures, voire les toutes dernières minutes du scrutin, phénomène qui n'a pas été constaté par les observateurs qui n'ont pas noté une affluence particulière dans les bureaux de vote en fin d'après-midi.

Il n'est donc même pas certain qu'Eltsine ait obtenu la participation requise pour que le référendum constitutionnel soit va-

#### LES CANDIDATS **DICTATEURS** SE BOUSCULENT

La Constitution d'Eltsine aurait, selon les premiers résultats du dépouillement, été approuvée par 60% des votants avec une participation de 55% des inscrits, ce qui fait moins du tiers des électeurs. Les deux autres tiers ne voulant pas choisir entre la peste et le choléra, c'està-dire entre la Constitution d'Eltsine et la guerre civile qu'il leur promettait si elle n'était pas approuvée.

Un fait marquant serait les résultats importants des "ultranationalistes" de Vladimir Jirinovski. Le dirigeant de cette formation tient des propos ouvertement racistes contre tous ceux venant du Sud.

Mais ce n'est pourtant pas lui, mais les autorités officielles de l'actuel régime qui, à Moscou, ont depuis des semaines, organisé la chasse aux Caucasiens. Si la propagande raciste ultra-nationaliste peut prendre, les autorités actuelles y sont bien pour quelque chose.

D'autant plus que ce sont ces mêmes autorités qui ont interdit à bon nombre d'organisations de participer au scrutin, de présenter des candidats, dont des organisations ex-communistes ou des organisations dites "libérales", dirigées par d'anciens partisans d'Eltsine, alors que cette organisation ultra-nationaliste avait, non seulement le droit de se présenter, mais que Jirinovski pouvait largement occuper les médias, étroitement contrôlés par Eltsine, au contraire des autres.

On comprend cependant

l'inquiétude d'Eltsine s'il est vrai, comme on le dit, qu'un grand nombre d'électeurs de cette formation viennent des forces armées.

Comme on voit, ce qui se passe dans le pays qui aura pour toujours le mérite historique d'être le premier à avoir vu les travailleurs armés au pouvoir et transformer la société de fond en comble pour faire d'une monarchie féodale et arriérée, le deuxième pays industriel du monde, n'est pas très brillant. La crise du régime a amené une catastrophique désorganisation économique dont les travailleurs et les retraités sont les principales victimes.

Au début, il pouvait sembler à certains que la Russie allait trouver au moins dans ces transformations un semblant de liberté, mais la façon dont Eltsine a réduit l'opposition parlementaire à coups de canon, et dont s'est faite la préparation de ces élections, a montré que la liberté, pour tant est qu'elle ait existé, s'est réduite presque aussi vite que le pouvoir d'achat du rouble.

Malheureusement en Russie si on ne marche pas vers une dictature, c'est qu'on va vers un éclatement encore plus grand du pays, avec peut-être des guerres entre nationalités comme en Yougoslavie.

Mais le cynisme d'Eltsine et de ses acolytes n'a d'égal que l'hypocrisie des dirigeants occidentaux, de nos ministres, de nos hommes politiques, qui font semblant de voir là-bas quelque chose de progressif. Ils y ont envoyé des observateurs afin de décerner

un brevet de démocratie au régime, bien qu'Eltsine ait dissous le Parlement, interdit des partis, rédigé une Constitution qu'aucun dictateur africain ne renie-

Non, les Occidentaux sont trop contents que l'URSS agonise, que son système économique soit dégradé, que le mot "communisme" devienne synonyme d'échec, même si cela doit se traduire par une catastrophe pour le peuple russe.

Pourtant un sursaut du peuple soviétique, et en particulier de la classe ouvrière, n'est pas impossible, ils le savent et le craignent. C'est pourquoi, finalement, ils préféreraient une dictature solide à une démocratie instable.

Mais voilà, la dictature n'est pas si facile à imposer. Il ne suffit pas d'une Constitution sur le papier. Et même si un parti ultranationaliste avait l'aide de l'armée, cela ne serait pas forcément stable, surtout s'il continuait à introduire le capitalisme, facteur de crise, pourvoyeur de chômage et de misère.

Alors, dans ce contexte agité, si les travailleurs russes ne tombent pas dans le piège sanglant des rivalités ethniques, ils peuvent encore réserver des surprises amères à Eltsine, à ceux qui veulent sa place et aux dirigeants du monde occidental.

**Editorial des bulletins** d'entreprise Lutte Ouvrière du 13 décembre 1993.

## Dans les entreprises GEC-Alsthom MANIFESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Mardi 14 décembre. les travailleurs de l'ensemble du groupe GEC-Alsthom étaient appelés à manifester à Paris par o les organisations syndicales.

La manifestation a rassemblé un millier de travailleurs ; ceux touchés par le plan de restructuration étaient les plus nombreux: plus de 400 du Havre, 250 de Saint-Ouen, sans compter ceux de La Courneuve, du Bourget, de Belfort, de Villeurbanne, etc.

La direction avait divisé l'entreprise en filiales avant d'attaquer les salariés filiale après filiale. Elle est parfois tombée sur un os, comme à la Traction où, à Bel-

fort, elle a dû modifier son plan. Dans la division Transfo, son premier plan prévoyait un vaste jeu de chaises musicales avec transfert du Havre à Saint-Ouen, et de Saint-Ouen à Petit-Quevilly... et plus de 400 licenciements. Devant l'opposition des salariés et les pressions des pouvoirs publics, elle en a proposé un deuxième avec moins de transferts, mais toujours plus de 400 licenciements. Aujourd'hui elle a repris au vol une contre-proposition de la CGC du Havre (acceptée

par la CGT et la CFDT locales) pour concocter un troisième plan; celui-ci étale les mutations et les licenciements sur toutes les entreprises de la filia-

le... mais avec toujours plus de 400 licenciements.

En fait la direction du trust - riche à milliards, recordman de France des profits, avec le PDG le mieux payé du pays voulait nous isoler, nous diviser filiale par filiale pour mieux nous licencier. La manifestation de mardi a permis à tous les travailleurs du groupe de se rejoindre pardelà les divisions artificielles créées par les patrons.

Correspondant LO

#### CGA - groupe Alcatel-Alsthom

## TTE CONTINUE

le licenciement de 90 techniciens de maintenance sur 210 répartis dans 29 centres de tri à travers toute la France (cf. LO n° 1326 du 3 décembre 1993).

Lundi par exemple, nouveau jour de grève largement suivie, nous nous sommes retrouvés à plusieurs dizaines. Après avoir fait le tour des bureaux de Gentilly, nous sommes allés à Issy-les-Moulineaux, au CTA (Centre de Tri Automatique de La Poste) car La Poste a une grande part de responsabilité dans ce qui nous arrive, en imposant une politique d'économie que CGA s'empresse de répercuter sur notre dos.

Très vite, les portes du CTA se sont retrouvées bloquées, nous n'avons plus laissé pénétrer que le personnel du Centre, mais pas les camions transportant le courrier. Les huiles du CTA et de la maintenance de CGA sont venues plusieurs fois nous demander de partir. Elles nous ont envoyé les Renseignements Généraux, une voitu-

fait. D'autant que nos camarades postiers des différentes brigades nous ont accueillis avec sympathie, notamment lors des différentes assemblées générales tenues sur place. C'est à 20 heures, comme nous l'avions prévu dès le départ sans le dire, que nous sommes repartis, accompagnés et applaudis par les postiers présents.

Mercredi, la direction nous provoquant en nous annonçant qu'elle ne nous proposait rien de nouveau et de vraiment sérieux, nous nous sommes remis en grève. Une fois encore, cette grève fut largement suivie. Nous sommes partis, de nouveau à plusieurs dizaines, rejoindre un rassemblement de plusieurs centres CEGELEC, dont dépend CGA, victimes eux aussi de plans dits "sociaux"

Après avoir vu que la direction se moquait bien de nous, l'ambiance et la détermination ont monté encore d'un cran. Et cela n'a pas traîné: arrivés au siège de CE-

A CGA-HBS, la lutte continue contre re de police, et même l'huissier, rien n'y a GELEC, malgré un petit comité d'accueil de la direction, nous avons forcé le passage; nous avons grimpé à tous les étages, criant notre colère au passage.

Nous avons alors coincé un directeur, passablement inquiet de l'ambiance, qui sous la pression nous a arrangé un rendezvous avec le PDG de CEGELEC pour lundi 13.

· A l'entrevue de lundi, l'accès de CE-GELEC était bloqué par la police en tenue de combat. Seule une délégation de plusieurs centres dépendant de CEGELEC, et tous victimes de plans sociaux, a été reçue dans un local isolé, gardé par des vigiles! Le PDG a confirmé la suspension, annoncée le matin même, de deux plans de licenciements au centre de Massy. Mais rien concernant les techniciens de maintenance de CGA. C'est un premier recul, mais il nous reste à préparer d'autres actions.

Correspondant LO

#### Aluminium - Dunkerque - Péchiney

Le vendredi 10 décembre au matin, un opérateur de l'atelier de Scellement des anodes est blessé grièvement, le bassin écrasé dans une machine à dégrafer les anodes. Notre camarade succombe quelques heures plus tard à l'hôpital.

L'émotion est grande dans l'usine et dès l'annonce de la mort de notre camarade, tout le monde arrête le travail le vendredi soir. Il ne reprendra que dans la nuit du samedi.

Les travailleurs d'Aluminium-Dunkerque restent sous le choc. Notre camarade, âgé de 43 ans, père de deux enfants, est mort dans des conditions aussi scandaleuses que dans les vieilles usines comme Sollac-Dunkerque.

Pour débloquer un élément anodique coincé dans une dégrafeuse, il a dû y aller à la barre à mine et avec ses bras. Sans s'en apercevoir, il a pris des risques en entrant dans la machine pour tirer la tige avec ses bras, afin que cette satanée chaîne de production puisse

Mais le piège s'est refermé sur lui. Un capteur est activé et les butées de centrage hydrauliques l'écrasent contre la tige. Ce problème avait été signalé à la direction. Des demandes de modification et d'investissement avaient été proposées. Mais il n'y a pas eu de suite et même un refus parce que c'était trop cher!

Au Scellement des anodes, depuis le démarrage de l'usine en 1991, la priorité, ce n'était pas la sécurité. Il fallait sortir à tout prix des anodes scellées pour alimenter les cuves d'électrolyse, malgré des installations défaillantes, souvent en panne. La direction avait

même payé à tous un repas au restaurant quand l'objectif de 200 anodes scellées avait été atteint.

Suite à une visite du CHSCT, 68 anomalies de sécurité ont été relevées.

Dès le samedi 11 décembre, la direction a annoncé le déblocage en 1994 de 3 millions de francs supplémentaires pour améliorer la sécurité, le maintien et le renfort d'effectifs dans les secteurs. Des réunions encadrementopérateurs se tiennent dans tous les secteurs pour faire la liste de tous les problèmes de sé-

La réflexion de tous était de dire qu'il a fallu un drame pour que la direction en arrive à prendre ces mesures tardives.

Correspondant LO

## RAFLE POLICIÈRE DANS UN **FOYER** SONACOTRA

Mercredi 1er décembre, à 6 heures du matin, plusieurs centaines de policiers et de CRS ont encerclé le fover SONACOTRA d'Ingré, près d'Orléans.

Le prétexte de cette opération policière était une plainte contre X pour "aide directe ou indirecte ayant facilité le séjour d'étrangers sur le territoire".

Durant cinq heures, le foyer fut complètement envahi par la police : un policier devant chaque porte, d'autres dans les couloirs, les escaliers, à chaque issue du foyer, et des chiens patrouillant autour des bâtiments.

32 personnes furent interpellées et le préfet a pris contre elles des arrêtés d'expulsion. Le gérant du foyer, lui, fut mis en détention.

Les 300 travailleurs du foyer durent subir l'arbitraire policier durant des heures. Toutes les chambres furent fouillées, y compris en l'absence des locataires. Il en a été de même pour tous les effets et papiers personnels. Les procès-verbaux de perquisition ne furent pas traduits avant signature.

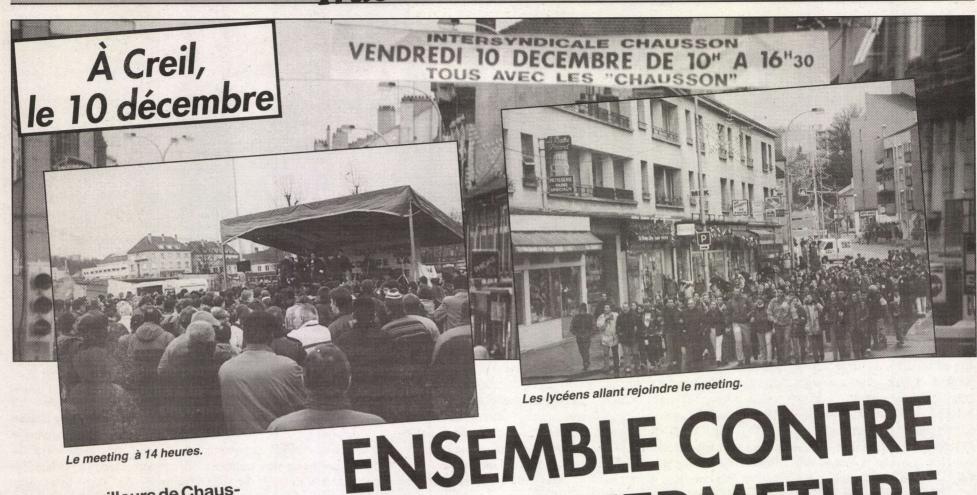
Une jeune femme de nationalité française, fiancée d'un des résidents, déclare dans un témoignage écrit, publié: "Le policier a commencé à dire que c'était un coup d'Etat, que le président Mitterrand avait été écrasé et que c'était l'armée qui avait pris le pouvoir et qu'ils allaient nous amener au grand stade de La Source. (...) Nous avons reçu trois coups de téléphone : les deux premières fois, le policier a dit que c'était l'hôpital et la troisième fois, il a dit que c'était les pompes funèbres. (...) J'ai été fouillée dans un endroit où des hommes pouvaient me voir toute nue".

Un résident africain déclare: "On m'a pris en photo avec un carton sur la poitrine avec mon nom dessus. (...) Comme je ne voulais pas faire la photo, plusieurs policiers m'ont tenu pour me mettre les menottes dans le dos. Je garde encore les traces sur le poignet gauche".

Un autre résident ajoute: "Les policiers sont rentrés dans ma chambre sans me présenter leur carte. Je suis diabétique, je souffrais. Malgré tout, ils m'ont gardé. (...) Il y a un policier quim'a dit: ici c'est chez nous, tu n'es pas chez toi, sale race".

Une manifestation, regroupant 250 personnes, a eu lieu le samedi 4 décembre dans les rues d'Orléans pour protester contre cette rafle poli-

## Travailleurs en lutte



Le meeting à 14 heures.

Les travailleurs de Chausson avaient décidé de faire du vendredi 10 décembre une démonstration publique à Creil associant la population contre la menace de fermeture de l'entreprise.

La circulation automobile devait la casse et être arrêtée dans le centre de l'agglomération, à partir de 10 heures pendant plusieurs heures; divers points de contacts étaient prévus avec la population et sur la place Carnot une animation musicale, des tentes pour s'abriter des intempéries, des petits stands pour se restaurer devaient permettre d'accueillir tous ceux qui voulaient manifester leur solidarité avec la lutte des travailleurs de Chausson. Des dizaines de salariés avec les militants syndicaux tous réunis commencèrent à diffuser dès le début de la semaine des milliers de tracts dans l'agglomération, à la gare, aux lycées, à la porte des entreprises, aux commer-

Et cette journée fut un succès. Malgré la pluie, malgré le vent, et malgré l'opposition publique des Unions départementales CGT et FO.

#### Les UD FO et CGT essayent de torpiller la journée

En effet dès le mardi 7 décembre les Unions départementales FO et CGT de l'Oise, chacune de leur côté, rendaient publique leur hostilité à cette journée. L'UD FO faisait publier un communiqué déclarant qu'il "n'était pas question de s'associer au blocage des entrées de Creil", ajoutant "il y a trop de risques de casse de la part de gens qui, on le comprend, sont désespérés" et accusant le dirigeant du Syndicat Démocratique Chausson de "les chauffer à blanc" (sic !). Quant à l'UD CGT, elle avançait le même type d'argument : "Nous sommes inquiets des conditions dans lesquelles a été décidée, par un seul individu, l'initiative de vendredi". Et d'ajouter: "Utiliser l'exaspération, la colère, voire le désespoir (...) pour lancer un appel à l'exaction, à

aux actions commando comme l'a fait ce même individu, ne peut servir la juste cause des "Chaus-

son". Quel mépris! comme si les travailleurs se laissaient aussi facilement "utiliser"!

vendredi

10 décembre

de 10 heures

à 16 heures 30

Toute la population mobilisée

Avec les salariés de CHAUSSON

à l'étranglement économique

par la fermeture de CHAUSSON

Pour dire NON

de l'agglomération

De fait ces condamnations étaient tout autant dirigées contre leurs propres militants puisque ceux-ci avaient pleinement, en commun avec les autres militants syndicaux, décidé, organisé, et participé à toutes les manifestations des travailleurs de Chausson.

Mais la division recherchée par les UD ne s'est pas réalisée. Les salariés de l'usine de Creil ont considéré ces attaques comme des attaques contre eux; et les militants syndicaux ont tenu à faire bloc, à affirmer leur unité et à militer de plus belle pour la réussite de la journée du 10.

#### Des appuis de tous côtés

En dehors donc de ces appareils syndicaux qui ont cherché à torpiller la journée, l'initiative des travailleurs de Chausson a reçu partout ailleurs un appui et des aides, d'autant que c'étaient les salariés de Chausson eux-mêmes qui le demandaient directement.

Les commerçants démarchés apposaient l'affiche en vitrine et souvent donnaient une aide matérielle et financière.

Les quatre mairies de l'agglomération, deux du PS, dont celle de Creil, une du PC et une de droite, apportèrent un appui matériel, fournissant entre autres tentes et po-

LA FERMETURE DE CHAUSSON

#### · Une manifestation réussie

Le vendredi matin donc, 400 à 500 trávailleurs de Chausson

se répartirent dans la ville pour organiser le blocage de la circulation, commencer l'animation sur la grande place réservée aux manifestants, et distribuer des milliers de tracts à la population. Toute la journée d'autres travailleurs de Chausson vinrent passer là quelques moments, manger une moule ou une merguez avec les copains. A la mijournée 120 travailleurs de Chausson Gennevilliers rejoignirent le rassemblement.

Et puis surtout il y eut la participation de travailleurs d'autres entreprises de la région. En particulier les salariés des transports en commun de l'agglomération, très applaudis, cessèrent le travail pendant deux heures, ajoutant encore à la paralysie de l'agglomération. Des délégations de multiples entreprises par petits groupes de 5, 10 ou 15 tré si "ouvert" aux problèmes des

mais parfois aussi plusieurs dizaines, affirmer leur soutien à l'initiative de militants de base.

Enfin ce qui fit chaud au coeur de tous les participants, ce fut l'arrivée de plusieurs centaines de jeunes des lycées de l'agglomération qui rejoignirent le meeting central aux cris de "Non, non, non aux licenciements", "Ouvriers-lycéens solidarité"

Ce meeting, chaleureux et dynamique, regroupa plus de 1000 personnes, et la journée se termina au son du rock.

Les salariés de Chausson qui avaient participé activement à l'organisation de la journée se montraient fiers d'avoir réussi leur pari.

#### Vers une manifestation à Nanterre le 16 décembre

Ceci dit rien n'est gagné pour autant. Et dès le lundi 13 décembre, la procédure a continué. Le juge commissaire du tribunal de comvinrent tout au long de la journée, merce de Nanterre qui s'était mon-

travailleurs le 9 novembre dernier, lors de la visite de ceux-ci au tribunal, se montrait cette fois arrogant et méprisant. Dans les jours qui viennent le juge commissaire doit se prononcer sur les 661 licenciements et le tribunal de commerce de Nanterre doit se prononcer sur une prolongation provisoire d'activité de

A cette occasion, à la demande des syndicats de Chausson, l'ensemble des fédérations de la métallurgie ont décidé la semaine passée d'apporter leur appui à une manifestation à Nanterre. En particulier la fédération CFDT et la fédération CGT ont demandé à leurs Unions métaux régionales de lancer des appels à envoyer des délégations à la manifestation qui est fixée le jeudi 16 décembre à 10 h 30, place de la Boule à Nanterre.

Dans les ateliers tout le monde est bien conscient que tous les reculs, si petits soient-ils, obtenus jusqu'à présent, les travailleurs ne les doivent qu'à eux-mêmes. Mais que, pour l'instant, rien n'a été cédé sur l'essentiel... Alors la mobilisation continue!

Correspondant LO

#### Un ministre en visite dans une entreprise orléanaise

#### ILS VIVENT SUR QUELLE PLA

Lundi 6 décembre, branlebas de combat à la CEPEM. Les machines étaient astiquées, les allées nettoyées, les lignes jaunes repeintes. Le gazon avait même été tondu, alors qu'il gelait. Des ouvriers d'une entreprise extérieure avaient été prévenus qu'ils ne devaient pas venir ce jour-là, parce que leurs cisailles faisaient trop de bruit. Un ca-

mion delivraison, qui n'avait pas vu les panneaux, fut arrêté et obligé de rebrousser chemin.

Tout ça pour quoi ? Parce que le ministre du Travail venait faire un tour à l'usine ce jour-là.

On n'a pas vu grand-chose: un petit speech avec le patron et la presse, et c'était terminé.

Mais par le journal local, on a appris que tout ce beau monde

est content! Pour nous, c'est l'augmentation des cadences, les horaires "flexibles", les heures supplémentaires, le travail du samedi et du dimanche, des salairesentre 5 500 et 6 000 F pour 20 ans d'ancienneté. L'entreprise est passée de 2 500 à 880 personnes en 8 ans. Ils appellent cela une "réussite".

Correspondant LO

### Dans les entreprises

# Renault-Volvo APRES ARUPTURE

Renault-Volvo, la direction de Renault s'était plus qu'engagée. Dernièrement, début octobre 1993, elle avait fait paraître un encart spécial dans sa revue Avec. Les titres : "Le nouveau groupe Renault-Volvo"; "Une dimension mondiale"; "Un meilleur partage des coûts"; "La complémentarité"; "30 milliards d'économies d'ici l'an 2000".

Et la revue de presse était très élogieuse.

La collaboration Renault, Volvo et Peugeot n'est pas nouvelle. Depuis 1971, ces trois constructeurs fabriquent en

A propos de la fusion commun un moteur V6 pour leurs modèles haut de gamme. Et l'aboutissement pour Renault-Volvo, c'était la fusion au 1er janvier 1994.

Du coup l'annonce de la rupture a visiblement traumatisé la direction et certains hauts cadres. Par contre ce n'était pas le cas pour les travailleurs. Au début, cela allait du sourire à la franche rigolade; par la suite ces sourires étaient mêlés d'inquiétude, au moins pour certains. Il faut dire que les syndicats avaient beaucoup contribué, dans un sens comme dans l'autre, à donner de l'importance à la fameuse fusion. La CGT

était contre, la CFDT était pour. Maintenant les travailleurs sont perplexes, certains se disent que la rupture ce n'est pas bon pour eux, que la "dimension internationale" de Renault-Volvo n'aura pas lieu, et que la direction va nous le faire payer.

Dans un tract du 3 décembre, à Billancourt, la CGT Renault déclare : "L'abandon du projet de fusion Renault-Volvo doit ouvrir la voie au développement des deux groupes par la coopération sans domination pour renforcer les atouts humains, industriels, techniques des deux marques".

Comment, avec tout cela, les

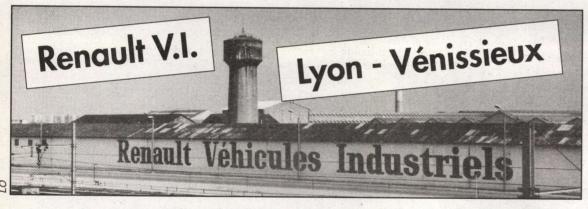


travailleurs pourraient-ils se faire une opinion? La CGT était contre, lorsque la fusion était sur le point de se faire, et maintenant que c'est la rupture, elle semble pour!

En fin de compte, fusion ou pas, la politique des patrons, que ce soit à Renault ou chez Volvo, est la même : restructurer, licencier, pour accroître la productivité et les profits.

Alors, mariage ou pas, les travailleurs ne sont pas à la noce. Ce n'est pas la politique financière choisie par les patrons, en France ou en Suède, qui doit mobiliser l'attention des travailleurs, mais la riposte nécessaire, face à toutes les attaques de leurs directions respectives.

**Correspondant LO** 



#### LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CONTINUENT

Comme presque tous les ans à la même époque, la direction annonce un nouveau PAC (Plan d'Amélioration de la Compétitivité). Cette fois-ci, c'est 1 423 Vénissieux et 769 pour l'ensemble de la région lyonnaise.

Pour l'instant, il y a peu de réaction des travailleurs. Il faut dire que, comme pour les précédents PAC, la direction a préparé le terrain en multipliant les journées de chômage partiel, même dans les ateliers qui n'en avaient pas connu jusqu'à présent. Dans certains secteurs, les cadences baissent et des travailleurs sont envoyés en prêt dans d'autres bâtiments. Pour eux, il s'agit d'une menace directe car leur remplacement se termine en général la veille de l'annonce des postes supprimés.

Bien sûr, comme à chaque

fois, la direction fait des discours apaisants en déclarant qu'il n'y aura pas de licenciements secs. Mais ces promesses, on sait ce qu'elles valent, car un peu moins suppressions d'emplois sur l'en- des deux tiers des suppressions semble de RVI, dont 560 pour d'emplois seront des départs en FNE. Alors, pour trouver le reste, la direction fera comme pour le 15e PAC, ne se gênant pas pour faire du chantage au licenciement, poussant les travailleurs à signer des "départs volontaires" ou à accepter des mi-temps. Cependant, malgré toutes les pressions des chefs pour qu'il y ait des départs volontaires, il y a eu début 1993 une vingtaine de licenciements secs à Vénissieux.

La direction ne cesse de parler de la baisse des ventes, du déficit de RVI... Ce qu'elle ne nous dit pas, c'est qu'en dix ans tous ces PAC ont été accompagnés d'une augmentation de la

productivité de 64,6 %. Pendant la même période, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat chuter : alors que, selon l'INSEE, l'inflation a été de 40 %, la plupart des salaires de RVI n'ont en moyenne augmenté que de 23 %, les cotisations sociales salariales progressant de 55,8 %, la différence (et bien plus) allant alimenter les caisses du patron. D'autre part, en dix ans le prix d'un camion de 9 tonnes augmentait de 114 %.

Pour RVI, même si les ventes diminuent, la crise lui a permis d'augmenter la productivité, de supprimer environ 10 000 emplois en 10 ans et de diminuer de plus de 10 % les coûts salariaux. Seule la colère de l'ensemble des travailleurs du groupe pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique anti-ouvrière.

Correspondant LO

## A Billancourt

#### **Quelques réactions** dans un G.I.E. (Groupe d'Intérêt Économique) Renault-Volvo

A partir du 1er janvier 1994, suite à la rupture, les deux Groupes d'Intérêts Economiques, GIE Achats et GIE Qualité, créés en 1993 par Renault et Volvo, doivent disparaître.

Tout au long de l'année 1993, des échanges de Renault et de Volvo ont eu lieu, et des services "mixtes" ont été créés. Ainsi des services de Renault ont des chefs de Volvo situés en Suède, de même que des services de Volvo ont des chefs situés à Billancourt.

Avec l'abandon de la fusion, la perspective de ne plus avoir de chefs ne nous inquiétait pas trop. Avant, dans certains services, nous voyions le chef de Volvo quatre jours par mois et les chefs de groupe faisaient régulièrement la navette entre la France et la Suède.

A l'époque, chacun commentait le faire-part de la naissance de la direction Renault sous forme d'affiche : "Alors, où il est le bébé?". Avec la rupture, ces affiches ont d'ailleurs été retirées. Un employé faisait remarquer que les dates de congés annuels, prévus du 15 juillet au 15 août avec Volvo, devaient être changées.

Pour la plupart des employés, l'abandon de la fusion était plutôt un soulagement, car la fusion pour eux risquait de créer des "doublons" dans les postes de travail. Par contre, pour les cadres, ce sont des perspectives de carrière qui s'envolent et ils faisaient grise mine en apprenant la nouvelle.

En fin de compte, il n'y a pas eu besoin de fusion pour que Renault et Volvo suppriment des postes et licencient. A Billancourt, la direction l'a fait depuis 1986 et chez Volvo, 4 200 travailleurs ont été licenciés depuis janvier 1993.

Même si la direction essaie de rassurer, en affirmant que tout ce qui était engagé continue, dans les "GIE" comme ailleurs la riposte aux attaques est toujours nécessaire.

Correspondant LO

#### Leur société

Incendie de Créteil

## CEUX QUI FONT DES BÂTIMENTS DES CERCUEILS

Si l'incendie de Créteil qui a fait six morts et de nombreux blessés s'est propagé aussi vite, les médias l'ont dit, c'est à cause de l'insuffisance des moyens de sécurité. L'immeuble avait été construit il y a une trentaine d'années, à une époque & où les normes de sécurité étaient moindres 3 qu'aujourd'hui. Et bien sûr les promoteurs s'étaient contentés du strict minimum.

Mais depuis? Bien que les locataires aient protesté, depuis des années, contre la vétusté de la construction, rien n'avait été fait. L'immeuble devait être "réhabilité" prochainement (et avec des subventions municipales), mais trop tard!

Pendant ces décennies, on a trouvé bien plus urgent de construire des millions



de mètres carrés de bureaux, dont beaucoup ne trouvent même pas preneur aujourd'hui, que d'intervenir rapidement là où la sécurité laissait à désirer. Et combien reste-t-il dans le pays d'immeubles dont la sécurité n'est pas assurée et qui pourraient se transformer en nouvelle cité des Bleuets à Créteil?

A.V.

#### **EDF-GDF**

#### ON N'EST PAS PASSÉ LOIN.

ment de Paris, qui dépend du centre EDF-GDF Paris-Nord, à la suite d'un incident sur le réseau, une quinzaine de petits transformateurs d'immeubles, destinés aux ascenseurs, chaufferies, etc. se sont mis à brûler en même temps! Cela se passait lors de la vague de froid qui a eu lieu fin novembre.

Ce sont les pompiers qui ont été prévenus les premiers et qui ont alerté EDF. Il aurait fallu commencer par couper immédiatement le courant continuant à arriver aux transformateurs. Mais cela s'est révélé impossible, du moins immédiatement. Il n'y avait, comme tous les jours d'ailleurs, qu'un seul agent de dépannage-sécurité.

Celui-ci s'est donc rendu sur place et est allé couper, dans les caves des immeubles, les transfos, ou ce qu'il en restait, les uns après les autres. Cela a pris

Dans un quartier du 17e arrondisse- du temps... Un autre agent, d'une autre agence, est alors venu à la rescousse.

> Heureusement, il n'y a que les transfos qui ont brûlé, pas les immeubles!

> Un incident de ce genre est rarissime, mais cependant possible... la preuve! Il y a sans doute une mauvaise conception des appareils, qui ne sont pas coupés automatiquement en cas de survoltage. Mais il y a aussi insuffisance de personnel. Avant, il y avait deux agents de garde par équipe. Maintenant il n'y en a plus qu'un (et qui doit s'occuper à la fois du gaz et de l'électricité). Bien sûr, si cet agent ne suffit pas, on en fait venir un autre d'une autre agence, mais c'est plus loin et plus long.

> Le public, excepté celui des immeubles concernés, n'en a rien su. Mais on n'est quand même pas passé bien loin d'un incident majeur...

> > **Correspondant LO**

### Dans les entreprises

## Alcatel-CIT (Ormes - 45)

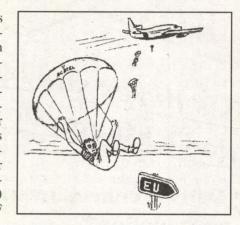
#### LA DIRECTION MENACE DE NOUS DEBARQUER... **EN NORMANDIE**

A l'usine d'Alcatel d'Ormes, près d'Orléans, où il y a déjà eu 60 suppressions d'emplois cette année, la direction vient d'annoncer son intention d'en supprimer encore 110 l'an prochain. Les travailleurs se demandent où cela va s'arrêter et craignent même à terme la fermeture de l'usine. Tout récemment, l'atelier Mécanique a été rayé de la carte. Sur les 50 personnes qui y travaillaient, 35 se retrouvent à faire le même travail, pour Alcatel, mais dans l'atelier d'un soustraitant qui sera implanté sous peu à 500 mètres de l'usine, et avec 1 000 à 1 500 F de moins sur la paye.

Pour les 110 suppressions d'emplois annoncées pour 1994, il est question de 30 licenciements, qui se dérouleraient suivant un scénario bien connu : pressions, chantage, menaces, prime au départ "volontaire" allant de 20 à 30 millions de centimes. Pour le reste, la direction prévoit 80 mutations, dont 53 à Eu. Les mots croisés donnent comme définition "trou normand" pour cette petite ville de 9 000 habitants, à la limite de la Normandie et de la Somme. Tout un programme!

Mais il y a surtout le fait que les mutations, à Ormes, nous en avons ras le bol. Certains de nos camarades qui travaillent actuellement sur le site sont arrivés il y a deux ans de Montargis. Depuis, ils effectuent chaque jour 150 kilomètres aller-retour pour venir travailler. D'autres viennent d'arriver de Bretagne, où ils avaient déjà été mutés. Et on les réexpédierait cette fois plus au nord! D'autres ont effectué le circuit complet : Normandie-Bretagne-Région Centre et de nouveau la Normandie! Des camarades en sont comme cela à leur 5e mutation. Et en ce moment Alcatel est en train de pousser dehors des travailleurs d'Eu pour faire de la place à ceux qui arriveront d'Ormes.

Parmi ceux qui ont fait le sacrifice de quitter leur foyer, certains sont dans des



situations précaires et difficiles : hébergement en caravane dans un camping, enfants et conjoint à des centaines de kilomètres, les week-ends passés dans le train ou sur les routes. Tout cela pour s'entendre menacer aujourd'hui de devoir encore s'en aller... et pour combien de temps ? Car, à des camarades mutés récemment, à Eu justement, la direction déconseille de s'installer et de faire

Personne n'a envie de se faire balader d'un site à l'autre. Tout le monde sait que ces mutations sont en réalité des licenciements déguisés.

Le mercredi 1er décembre, le jour de la réunion à Paris du Comité central d'entreprise où devait se discuter le projet, nous avons débrayé à 250 et nous comptons bien remettre ça.

Devant notre réaction, la direction a déclaré que "la pérennité du site n'est pas en cause". Mais c'est sur la pérennité de nos emplois que nous voulons des

Le débrayage du 1er décembre est un premier coup porté à la résignation. Nous sommes de plus en plus nombreux, dans les ateliers, à être conscients qu'il faut réagir et que, si nous ne réagissons pas maintenant, c'est l'avenir de tous dans l'entreprise qui est menacé.

**Correspondant LO** 

#### **LUTTE OUVRIERE**

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes. c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 14 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

#### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne	300 F 390 F	160 F 200 F	100 F 140 F
Europe (soit zone postale1)  Autres pays, voie ordinaire  - Afrique francophone,  Moyen-Orient, USA, Canada	420 F	210 F	100 F
(soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
<ul> <li>Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,</li> </ul>			
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
<ul> <li>Océanie (soit zone 4)</li> <li>Autres pays, voie aérienne</li> <li>Afrique francophone,</li> <li>Moyen-Orient, USA, Canada</li> </ul>	540 F	280 F	140 F
(soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F
Envois sous pli fermé : tarifs sur	demand	е	

**BULLETIN D'ABONNEMENT** ADRESSE: ..... CODE POSTAL et VILLE : ..... COMPLEMENT D'ADRESSE: ..... Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE -LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile). Ci-joint la somme de : ..... Règlement: - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de

MICHEL RODINSON. par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Des livres à offrir (ou à se faire offrir)
(ou à se faire offrir)
pour les jeunes
(et les moins jeunes)

<u>Des livres sur l'origine et l'évolution</u> de l'Univers, de la vie et de l'homme ORIGINE ET ÉVOLUTION

• Dans la collection "Origine et Évolution": L'Univers - La vie - L'homme

L'album intitulé L'Univers s'ouvre par une brève mise au point sur ce que représentent les distances dans l'Univers. Suivent une présentation des anciennes conceptions de l'Univers, puis un inventaire succinct des progrès dans les techniques qui, de la lunette de Galilée au télescope, ont permis de mieux observer le ciel. L'auteur retrace ensuite l'histoire de l'Univers, du Big Bang à l'Univers actuel, en restant prudent sur bien des questions encore en discussion.

Les albums titrés La vie et L'homme retracent les grandes étapes de l'évolution, jusqu'à la naissance de l'homme moderne.

Les illustrations de ces trois volumes sont intéressantes, et les textes en sont rigoureux, clairs et courts. Trop succincts, quelquefois : certains termes ou notions un peu compliquées manquent d'explications, en dépit du lexique à la fin du volume.

Collection "Origine et Evolution", chez Castor-Flammarion, 79 F chaque volume d'une quarantaine de pages.

#### Signalons aussi:

#### Les premiers hommes

de Catherine Nouvelle et Henri de Saint-Blanquat

> Un livre plus ancien (il date de 1985) mais qu'on peut encore trouver, qui a la même clarté et la même qualité de présentation que les livres de la collection "Origine et Evolution" et qui, de plus, retrace d'un même élan l'histoire de notre Univers, de sa naissance à sa mort prévisible...

Histoire des hommes - Casterman.

Nous présentons cette semaine une sélection de livres de vulgarisation scientifique "pour les jeunes" qui peuvent également intéresser... les moins jeunes.

Ces livres sont récents. Ils sont écrits par des spécialistes... mais pas par des socialistes. Il leur manque souvent de ce fait une dimension, dans leur façon d'éclairer les phénomènes scientifiques ou dans leurs conclusions qui sont, pour certaines, marquées par des conceptions idéalistes qui transparaissent derrière des choix humanistes.

Mais ces réserves n'empêchent pas ces ouvrages, en général très courts, d'être intéressants. A lire donc ou à fai-

ORIGINE ET ÉVOLUTION

ORIGINE ET ÉVOLUTION

homat

#### Génétique et médecine

#### • À quoi sert la médecine ?

de Jean Bernard

En réponse à des questions posées par la journaliste Florence Noiville, le professeur Jean Bernard retrace dans ce petit livre les grandes étapes de l'histoire de la médecine, avec une clarté et une simplicité qui en rendent la lecture facile et agréable, tout en n'excluant pas la précision.



Des grands "découvreurs" aux progrès des techniques de l'imagerie médicale, des réponses à des questions telles que "La génétique, qu'est-ce que c'est?" ou "Aujourd'hui, comment s'y prend-on pour guérir les maladies ?" ou encore "Pourquoi le virus du SIDA est-il si malin?", à des considérations dans le domaine de l'éthique médicale, pour un texte qui n'occupe que 70 pages, le tour d'horizon est pourtant vaste!

Une réserve s'impose, de notre point de vue, lorsque l'auteur prétend que "dans un futur pas très lointain, les hommes sauront fabriquer à volonté un champion de saut en longueur, un Charlie Chaplin mais aussi un Adolf Hitler", faisant totalement abstraction du rôle de la société dans la formation des hommes et dans leur histoire. Cela dit, voilà une lecture très instructive, y compris sans aucun doute pour beaucoup de "grands"

Et le livre est attachant aussi, car les explications et les prises de position de Jean Bernard, pleines de respect pour les progrès de la connaissance, sont imprégnées en même temps d'attention scrupuleuse pour la souffrance des hommes et des femmes et de générosité humaine.

Collection Petit Point, Editions du Seuil.

#### • Moi, je viens d'où?

d'Albert Jacquard

Pourquoi les enfants ressemblent-ils à leur mère

Albert Jacquard

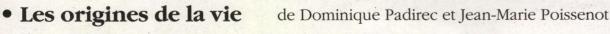
Moi. je viens dou!

ou à leur père, tout en étant différents? Comment la vie est-elle apparue sur notre planète ? Voilà quelquesunes des questions auxquelles on trouve une réponse dans ce petit livre, présenté sous la forme d'une interview à laquelle se prête Albert Jacquard.

A partir de questions auxquelles il n'est pas toujours facile de répondre, mais aussi à

partir de remarques que l'on entend souvent autour de soi ("Moi, je n'ai pas la bosse des math", ou "je suis généreuse comme mon père, têtue comme ma mère"), ou à partir des fausses certitudes qui permettent à certains d'affirmer que "l'homme descend du singe", ce livre nous aide à voir comment on peut discuter génétique ou évolution de la vie - vastes domaines! – de manière simple et précise et de... tordre le cou à certaines idées toutes faites. Dommage que la conclusion soit quelque peu idéaliste. A recommander en tout cas aux parents qui veulent répondre à la saine curiosité de leurs enfants!

Collection Petit Point, Editions du Seuil.



Ce petit livre récapitule ce que l'on sait actuellement sur les origines de la vie. Ce qui caractérise la vie, puis les différentes thèses sur l'origine de la vie. L'ouvrage se termine par un bref exposé des théories plus récentes : la soupe primitive d'Oparine au début des années Vingt, l'expérience de Stanley Miller au début des années Cinquante, qui tenta de recréer l'atmosphère primitive en laboratoire.

Finalement, on nous montre comment, à chaque époque, les thèses sur l'origine de la vie ont été dépassées, même si les vieilles idées ont eu la vie dure. A noter cependant deux pages dans lesquelles les auteurs affirment subitement que seules philosophie et religion répondent à des questions plus générales et que la science est finalement un domaine à part! Affirmation en contradiction avec le reste du livre, puisque celui-ci montre, au contraire, que chaque nouvelle avancée scientifique a entraîné une nouvelle façon de se poser les questions.

Editions Nathan, "Le monde en poche".



#### Lire et offrir

#### insolite sur la cuisine <u>Un regard</u> Cuisine et Molécules

de Daniel Riberzani

Que se produit-il lorsqu'on monte des blancs d'œufs en neige? Pourquoi, pour préparer un fond de sauce, faut-il commencer la cuisson du morceau de viande dans l'eau froide et non salée, alors que pour un pot-au-feu, il faut la plonger dans l'eau bouillante salée ? Est-il vraiment utile d'ajouter quelques gouttes de citron ou de vinaigre pour aider à faire monter une mayonnaise?

Ce petit livre de poche, écrit par un chimiste, vous dit tout sur un certain nombre de processus à l'œuvre dans la préparation des aliments et vous convainc que, lorsque vous prenez le temps de cuisiner, vous faites, tel monsieur Jourdain qui faisait de la prose, de la chimie sans le savoir.

Ed. Hachette Jeunesse. Environ 35 F.

Nota: Ce livre n'est actuellement disponible qu'à la librairie du Palais de la Découverte - Paris VIII<sup>e</sup>.



#### Dans la collection Découvertes Gallimard • Le monde perdu

des dinosaures

de Jean-Guy Michaud En ces temps de "dinosauromania" dans le sillage du film

Jurassic Park, s'il vous vient l'envie d'en savoir un peu plus,

voilà un petit livre intéressant. Richement illustré, assez facile à lire (sauf peut-être quelques passages qui cherchent à définir scientifiquement ce qu'est un dinosaure), il raconte comment, au XVIIe siècle encore, on prenait les ossements fossiles de dinosaures pour de vulgaires ossements d'éléphants.

Il montre l'étonnante diversité de ces "terribles reptiles" (c'est ce que signifie le mot "dinosaure") et explique que les dinosaures ont régné à la surface de la terre pendant plus de 150 millions d'années (l'espèce humaine n'est apparue qu'il y a 5 millions

d'années!) avant de disparaître il y a 65 millions d'années, en même temps que nombre d'autres espèces animales et végétales d'ailleurs, alors que les plantes à fleurs et les mammifères s'épanouissaient.

Collection Découvertes Gallimard. Prix: 70 F.

#### Au Néolithique, les premiers paysans du monde

de Catherine Louboutin

"Le Néolithique se définit comme un stade de civilisation marqué par un mode de vie social et économique totalement nouveau. Regroupés en villages, les hommes produisent désormais leur nourriture, inventent le polissage de la pierre et la céramique, élaborent des croyances et des cultes associés au monde agricole naissant.'

Le Néolithique commence avec l'invention de l'agriculture et de l'élevage vers 10 000 avant notre ère, et s'achève avec la maîtrise des métaux entre 6 000 et 3 000 avant notre ère. Le berceau de la civilisation néolithique est le Croissant Fertile, cette région qui va de l'Egypte à la Mésopotamie. Les nouvelles tech-

niques de production ne vont gagner qu'ensuite l'Occident. L'auteur parvient à nous captiver pour cette étape décisive dans l'histoire de l'humanité où l'homme, qui se contentait de prélever jusqu'alors dans la nature de quoi se nourrir, devient dès lors producteur de ses moyens de subsistance, dominant ainsi de plus en plus la

Collection Découvertes Gallimard. 78 F.





#### • Il était une fois la Mésopotamie

de Jean Bottero et Marie-Joseph Steve

La civilisation mésopotamienne est restée longtemps dans l'oubli. Pendant très longtemps, on ne l'a connue que par... la Bible, et d'anciens historiens grecs et latins. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que va commencer sa découverte.

C'est dans cette région du monde coincée entre deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate, qu'est née, 6 000 ans avant notre ère, l'agriculture et, dans un même mouvement historique, en près de 2000 ans, l'esclavage, la propriété privée, les

villes et l'Etat. Les premières cités-Etats, qui datent de 3500 avant notre ère, se nomment Uruk, Lagash ou Eridu. Les prêtres de ces villes sumériennes vont inventer la comptabilité, puis l'écriture vers 3200 avant notre ère.

Les auteurs, Jean Bottéro et Marie-Joseph Stève qui ont passé une partie de leur vie à faire des fouilles de ces villes de l'Orient ancien, nous racontent l'histoire des découvreurs de ces vieilles civilisations.

Collection Découvertes Gallimard.

## Cinéma Automne, octobre à Alger

de Malik Lakhdar Hamina

Malik Lakhdar Hamina est le fils du réalisateur algérien de Chronique des années de braise. Né en 1962, année de l'indépendance algérienne, il n'avait pas 30 ans lorsque les émeutes d'octobre 1988 éclatèrent à Alger, émeutes que l'armée réprima par un véritable bain de sang. C'est le portrait de cette jeunesse d'Alger, de son ras-le-bol d'une société bloquée, policière, puritaine, ras-le-bol d'une certaine misère alors que les notables vivent dans un luxe doré, ras-le-bol de "garder les murs" qu'il tente de décrire avec son film.

Il n'a manifestement pas disposé des moyens de l'Etat pour son film. Il a choisi le mode intimiste en suivant un jeune couple de la moyenne bourgeoisie, milieu qu'il connaît bien et qui côtoie aussi de près les coulisses du pouvoir. Lui, Djihad, interprété par Malik Lakhdar Hamina, est chanteur de raï. Il a épousé une jeune et jolie journaliste de la radio, Amel. Ils ne font pas de politique mais se heurtent à une censure omniprésente. Par exemple son clip vidéo est refusé parce que "pornographique", puisqu'il présente un jeune couple allongé dans une barque. Elle ne peut parler que des épidémies de sauterelles qui ravagent le Sahel, mais constate que, pour s'informer sur la situation en Algérie, il vaut mieux écouter les chaînes françaises.

Et puis, par une série de petites notations, l'appartement collectif et les ennuis de la promiscuité familiale, les commandos intégristes qui cassent la figure de Djihad parce qu'il se promène avec une bouteille dans sa poche, les flics qui l'embarquent et le tabassent parce qu'il se promène de nuit sur la plage avec sa femme... Si Djihad se veut moderniste, son second frère est intégriste et veut voiler sa sœur, ce qui ne l'empêche pas de vouloir coucher avec elle ; quant au troisième, il se lance dans le "trabendo", la revente des marchandises de contrebande, mais ne fait pas le poids devant une bande de truands qui le commanditent, en cheville avec la police...

Le régime, sa police ne sont pas gâtés. Ce sont eux qui, de multiples façons, cèdent devant les intégristes quand ils ne les protègent pas ouvertement. Quant à l'armée, c'est elle qui quadrille les usines lorsque la grève éclate, et impose son couvre-feu. Alors qu'elle tolère la manifestation intégriste qui défile en bon ordre dans Alger, c'est encore elle qui massacre la manifestation de la jeunesse, descendue spontanément dans la rue sans autre idée que de crier son ras-le-bol.

Quelques images d'actualités de l'époque... prises par des amateurs, montrent que ce fut une véritable boucherie. "900 morts" titrait la presse française. Les prisons étaient trop étroites pour contenir tous les jeunes raflés.

Après le bâton, place à l'opium religieux. La rue étant tenue par l'armée, ce sont les mosquées qui apparaissent comme les lieux de contestation finalement tolérés par le pouvoir.

Le cinéaste constate. Il est sans doute plein d'illusions sur Boudiaf, "le père de la nation", à qui il dédie son film. Il semble se féliciter du fait que la révolte de la jeunesse n'a ni programme ni organisation politique, ce qui était pourtant sa faiblesse. Mais ce qu'il montre sonne juste. En 1988, la jeunesse n'était pas mobilisée derrière le FIS. Si celui-ci tient aujourd'hui le haut du pavé, à qui la faute, sinon, finalement, au fait que pas un parti n'a su ou voulu lui proposer d'autres perspectives, clairement politiques, en liaison avec la classe ouvrière qui, elle aussi, manifestait sa force et sa volonté de lutte. Mais tel qu'il est, c'est un film à voir, parce qu'il rappelle des événements qu'on aurait trop tendance à escamoter aujourd'hui.

Cécile BERNIER



Sur Arte, le 18 décembre

Ni travail, ni famille, ni patrie

Un lecteur nous engage à faire connaître la diffusion sur Arte, le samedi 18 décembre à 20 h 30, du film Ni travail, ni famille, ni patrie - journal d'une brigade FTP-MOI, Toulouse 1942-1944, composé à partir de témoignages de survivants de cette brigade.

Nous le faisons bien volontiers, en rappelant que les FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'Œuvre Immigrée) furent des brigades de résistants constituées, durant l'Occupation allemande, par des immigrés qui, comme l'indique le titre du film, n'avaient en effet pas de patrie - comme tous les travailleurs, d'ailleurs; mais qu'en revanche la politique des dirigeants de la Résistance, et en particulier du PCF d'alors, consista à leur déclarer qu'il fallait se battre justement "pour la patrie" : celle de cette bourgeoisie française que cette politique contribua à remettre en selle lors de la "Libération". Une bourgeoisie qui est toujours là, cinquante ans après...

## Dans le monde



◆ Des colons juifs barrant une route en Cisjordanie.

> Un soldat israélien s'apprêtant à tirer sur des manifestants palestiniens.



## LES LENTEURS VOULUES **DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN**

"Dix jours de délai supplémentaires" pour la résolution d'un conflit "vieux de cent ans" ne font pas à proprement parler "une grande différence", a tenu à dire Rabin, minimisant la portée de l'échec enregistré et manifestant de cette façon que lui avait tout son temps, de façon à mettre dans l'embarras Arafat, qui aurait besoin qu'Israël fasse des gestes, même symboliques.

Les points de litiges concernent les exigences israéliennes à propos des colonies juives de Gaza, la superficie qui devrait être allouée à la région autonome de Jéricho et le contrôle des ponts et frontières avec la Jordanie et l'Egypte à partir des Territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Ainsi, à Gaza, les Israéliens souhaitent établir une continuité territoriale entre toutes les colonies de peuplement juif, ce qui leur permettrait de contrôler les routes qui les relient. Les Palestiniens, eux, demandent que chaque colonie soit considérée et donc protégée comme une entité particulière. La sécurité des colons sur les routes devant être assurée par les patrouilles militaires israéliennes en collaboration avec la police palestinienne. A propos de la région autonome de Jéricho, les Israéliens proposent de lui octroyer une superficie de 80 kilomètres carrés, alors que les Palestiniens en réclament 370. Enfin, en ce qui concerne le contrôle des frontières et des ponts entre la Cisjordanie et la Jordanie d'une part et entre Gaza et l'Egypte d'autre part, les Israéliens exigent que ceux-ci restent totalement sous leur contrôle.

Ces discussions montrent, si

besoin était, combien l'autonomie proposée pour Gaza et la région de Jéricho est limitée, étriquée et reste toujours soumise au bon vouloir des autorités israéliennes. La situation à Gaza est, à cet égard, édifiante. Dans la bande du même nom se sont installés 4 300 colons juifs. Tous n'y vivent pas. Plus de 10 % d'entre eux ont simplement profité des largesses de leur gouvernement pour acquérir à bon marché des terres agricoles et des résidences secondaires. Le soir venu, ils regagnent leurs demeures en territoire israélien, à quelques kilomètres de là. Quant aux autres colons, ils vivent d'une agriculture largement subventionnée par l'Etat, produisant non pour les besoins locaux mais pour l'exportation et bénéficiant d'une maind'œuvre palestinienne bon mar-

La rencontre entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin qui a eu lieu dimanche 12 décembre au Caire s'est soldée par un échec. Le lendemain, le lundi 13 décembre, devait être le premier jour de la mise en œuvre du retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de Jéricho, prévu par les accords d'octobre. Pour l'heure donc, il n'en est rien. Les dirigeants israéliens et palestiniens se sont donné un nouveau délai de dix jours au minimum pour la reprise de leurs négociations.

ché: 40 % de moins qu'en Israël. Ces mêmes colons exigent une protection toujours croissante mais refusent l'installation des militaires à l'intérieur de leurs localités. Pourquoi en effet se priveraient-ils de terres agricoles quand l'armée peut s'intaller sur d'autres terres... palestiniennes cette fois?

Le gouvernement israélien ne manifeste aucun zèle pour accélérer le règlement de ces litiges. Il pourrait régler le problème à Gaza en proposant à ses colons une réinstallation en Israël, ce qui du même coup rendrait inutile la présence de son armée sur ce territoire. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'il agirait ainsi. En 1982, après les accords avec l'Egypte, Israël avait restitué le Sinaï et évacué tous les colons qui s'y était installés. Mais aujourd'hui, à Gaza, il ne le fait pas. Plusieurs raisons à cette attitude : ne pas créer pour l'instant un précédent qui pourrait soulever un tollé en Cisjordanie, là où vivent 120 000 colons juifs; satisfaire quelque peu à une droite qui se déclare opposée aux concessions aux Palestiniens et qui de surcroît vient de connaître des succès lors de récentes élections municipales.

Mais dans la politique mise en œuvre par Rabin, il y a surtout la volonté de continuer à maintenir la pression sur Arafat, montrant ainsi qu'aujourd'hui lui, Rabin, reste maître du jeu. Si tel est le calcul du Premier ministre israélien, il comporte tout de même une inconnue : la réaction de la population palestinienne.

**Georges LATTIER** 

## Chili Élections présidentielles

Eduardo Frei, patron de la Démocratie Chrétienne, à la tête de la "Concertation démocratique", une coalition de centre-gauche comptant les deux Partis Socialistes, a été élu président de la République du Chili avec 58 % des voix.

Son principal adversaire, Alessandrini, du parti de centre-droit, la Rénovation Nationale, n'a obtenu que 24 % des suffrages, mais paradoxalement, si le nouveau président veut tenir une partie de ses promesses, il lui faudra rechercher l'alliance avec ce parti.

En effet, Pinochet a laissé quelques chausse-trapes constitutionnelles qui rendent la vie difficile à ses successeurs. Luimême reste chef de l'armée de terre jusqu'en 1997. Huit sénateurs, nommés par lui jusqu'en 1997, empêchent le parti vainqueur d'avoir la majorité au Sénat. Pour supprimer cette situation, il faudrait que Frei réforme la Constitution, mais pour cela il n'aura pas non plus la majorité nécessaire des deux tiers, à deux voix près. S'il veut s'y atteler vraiment, il lui faudra rallier le parti battu et même quelques autres politiciens indépendants.

Frei, dont le père fut déjà président de 1964 à 1970, a annoncé qu'il placerait son mandat sous le signe de la "continuité" et des "temps nouveaux". La continuité, ce

#### **CHANGEMENT DANS** CONTINUITE

sera sa politique économique. Il entend miracle économique. vre la politique de libéralisme économique des "Harvard Boys" de son prédécesseur, qui avait eux-mêmes prolongé la politique des "Chicago Boys", les conseillers économiques de Pinochet. Cette politique a rendu le Chili attrayant pour des grandes entreprises, notamment françaises, comme l'entreprise de construction Spie-Batignolles, son concurrent Dumez qui participe à des projets d'infrastructure et Alcatel qui s'intéresse à un réseau de téléphone.

Au chapitre des "temps nouveaux", Frei a promis de s'attaquer à la pauvreté qui touche le tiers des 13,3 millions de Chiliens, mais il y a fort à parier que là aussi il restera plutôt dans la tradition de son prédécesseur qui avait mis la priorité sur l'habitat, la santé et l'éducation, mais qui n'a pratiquement rien fait. Et les "poblaciones" des bidonvilles de la périphérie de Santiago n'ont pas vu grand-chose du prétendu

Ouant à Pinochet, sa mise à la retraite reste un sujet tabou. Il entend rester le commandant en chef de l'armée chilienne jusqu'en 1997, comme l'a prévu le marchandage qui a institué la démocratie parlementaire en lieu et place de la dictature, en prenant bien soin que ni le général Pinochet, ni aucun des militaires mêlés à la répression qui suivit le putsch de 1973, ne soient jamais inquiétés.

Et, maintenant qu'il est élu, Frei, en bon politicien responsable devant la bourgeoisie, devrait se garder de revenir sur une loi d'amnistie qui absout toutes les violations des droits de l'homme commises entre 1973 et 1978, où la répression fut particulièrement féroce et aurait fait au moins trois mille morts. Car, pour Frei, comme il y a vingt ans pour Allende, l'armée chilienne reste la colonne vertébrale de l'Etat des possédants.